

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles · ☎ (02)513 66 26

N° 28 (1142) - 3 juillet 1996, 26 ème année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

20

Rage against capitalism



Ne cachant pas ses sympathies communistes, "Rage against the Machine" (photo) exprime la révolte des jeunes contre un système injuste. Le journal que vous tenez en mains exprime toutes ces révoltes : contre le racisme, contre l'expulsion des réfugiés, contre l'exploitation du travail, contre notre gouvernement qui protège les massacreurs du Rwanda. Mais c'est aussi un journal d'alternative : des propositions précises pour lutter contre ces injustices.

INDEX

**Boël en grève
contre Gandois**
A la recherche d'unité
..... P 7

**Lettre ouverte à
Robert Collignon (PS)**
Vous enterrez l'acier !
..... P 8

**Justice pour Stéphane
abattu à 24 ans !**
Arlon, son PS, ses flics
..... P 10

**Rwanda : la nonne
a armé les assassins**
Génocide : la Belgique
protège des responsables
..... P 14 - 17

**Ecole à 2 vitesses
ou école du peuple ?**
Débat entre Ecolo,
le PS et le PTB
..... P 18

Atlanta ou Coke City ?
Les trucs bizarres
d'une multinationale
..... P 24



Pensions attaquées sur base d'un plan SP

Frans Van Acoleyen et René Witteveen

42 % des ouvriers et employés pensionnés ont une pension inférieure à 20.000 F par mois. C'est encore trop, estiment les ministres PS et PSC.

Dans le cadre de la "modernisation" de la Sécurité sociale, le gouvernement prévoit de porter un coup dur aux pensions. Et il puise son inspiration dans le plan jadis élaboré par Willockx, le précédent ministre socialiste des pensions.

Arrêtez d'envoyer des pensionnés au CPAS

La présidente de la Commission des Femmes de la FGTB met en garde le gouvernement

«Un fort courant de droite s'attaque aux acquis de quarante ans de lutte des femmes : commandos anti-avortement, remise en cause aux USA et en Grande-Bretagne des mesures de soutien aux mères célibataires et, chez nous, attaque contre le droit des femmes au travail et à la Sécurité sociale.» C'est ainsi qu'Annie Massay commence son allocution à une assemblée des Femmes Prévoyantes Socialistes, le 20 juin. Annie Massay est présidente de la Commission des Femmes de l'Interrégionale Wallonne de la FGTB.

Son discours est une dénonciation ferme de la politique gouvernementale, du travail à temps partiel, du contrat d'avenir, mais par-dessus tout, un avertissement sévère : ne touchez pas aux pensions et rehaussez les pensions des femmes.

«L'esprit des législations qui ont provoqué dans un passé récent un important recul social pour les femmes n'a pas épuisé ses sources en malignité. Demain, la réforme des pensions se fera au détriment des travailleuses et des femmes en général parce que nos gouvernants considèrent qu'il s'agit du maillon le plus faible du monde du travail.»

Le plan Willockx, source d'inspiration du gouvernement

«Le plan Willockx, élaboré sous le précédent gouvernement, continue à sous-tendre les intentions du gouvernement actuel, comme cela ressort de la déclaration gouvernementale», poursuit Annie Massay. «Pour mémoire, l'intention était de réduire le coût des futures pensions et de développer un deuxième pilier en capitalisation. On proposait parallèlement différentes mesures dont les effets cumulatifs avaient pour conséquence d'affaiblir la pension légale. Il s'agissait :

- de réduire le coefficient de réévaluation (*) appliqué aux salaires entre 1955 et 1974;
- de revoir pour le calcul de la pension, les modalités d'assimilation à du travail des périodes de non-activité (prépension, chômage, chômage partiel, maladie, interruption de carrière...). (*) Rappelons que sont assimilées actuellement 15 années de la carrière des hommes et 16 années de celle des femmes et même 21 années pour elles si se concrétisait la volonté de porter l'âge de la pension à 65 ans.



42 % des ouvriers et employés pensionnés ont une pension inférieure à 20.000 francs par mois. Pourtant, le gouvernement veut faire des économies dans ce secteur.

• de porter, en 10 ans, de 60 à 65 ans l'âge de la retraite des travailleuses, en prenant en compte 45 ans de carrière. Ceci provoquerait une réduction de 11,11 % de leur pension déjà médiocre (13.000 F par mois en moyenne).»

«Nous pensons, continue Annie Massay, que l'assimilation complète pour la pension des journées non indemnisées des temps par-

tiels involontaires doit être restaurée.

Une pension convenable pour les temps partiels et les chômeurs exclus

Quant aux travailleuses à temps partiel cohabitantes, exclues pour

chômage anormalement long, elles doivent recouvrer leur droit dans le cadre de la pension.

Si on parle de pension minimum, cette pension doit permettre aux travailleurs à temps partiel de vivre sans recourir pour le surplus au régime de l'aide sociale après enquête sur les ressources. Si on parle d'assimiler à du travail cinq années d'interruption de carrière pour élever des enfants, il faut aussi donner à celles qui n'ont pas eu les moyens d'interrompre leur carrière et qui ont élevé au moins un enfant la possibilité de bénéficier si cela est nécessaire de cinq années de bonification de leur carrière, car on sait que la maternité et le défaut de service aux familles constituent le principal obstacle à la promotion des femmes dans l'emploi.»

Maintien des droits dérivés

«Dans un contexte où les politiques ont choisi la familialisation de la Sécurité sociale, sa régression vers des montants comparables à ceux apportés par l'assistance sociale et même l'enquête sur les ressources comme c'est le cas pour le droit des cohabitants aux allocations de chômage, nous refusons d'opposer les femmes entre elles, ce qui permettrait au gouvernement de taper une fois sur les travailleuses, une fois sur les femmes au foyer, car les femmes au cours de leur longue vie sont souvent les deux.

Dans cette situation, nous ne pourrions souscrire à une mise en cause de l'existence des droits dérivés (*) car ils constituent, quoiqu'ils nous en coûtent à laisser les femmes dans la dépendance économique à l'égard d'un mariage de plus en plus fragilisé (un divorce pour deux à trois mariages), le seul bastion sur lequel nous puissions nous appuyer pour asseoir une relative et temporaire sécurité matérielle pour les femmes âgées.»

(*) Les termes "coefficient de réévaluation", "jours assimilés" et "droits dérivés" sont expliqués dans la colonne de droite en page 3.

La fin des discriminations ? Du cinéma !

Maria est déléguée. Elle travaille dans une grande surface. Que pense-t-elle du relèvement de l'âge légal de la pension pour les femmes ?

Maria. Le gouvernement prétend qu'il veut supprimer la discrimination entre hommes et femmes. Je n'en crois rien. L'objectif est de ramasser des milliards. Le reste, c'est du cinéma. S'il veut supprimer la discrimination entre hommes et femmes, qu'il laisse aller les hommes à la pension après 40

années de travail au lieu de 45 maintenant !

En plus, il y a déjà discrimination pendant les années de travail. A travail égal, salaire égal : cela n'existe pas encore. Les femmes sont moins bien payées avec, comme conséquence, qu'elles ont une pension plus basse. Le travail des femmes n'est pas considéré comme équivalent, même s'il est identique à celui de leurs collègues masculins. Si le gouvernement veut lever la discrimination, qu'il s'attaque à ce problème !



Le gouvernement stimule les pensions extralégales, ce qu'on appelle le deuxième pilier. Objectif: ébranler le premier pilier, la pension légale.

La pension complémentaire sape la pension légale

Le SP favorise les pensions d'entreprise

Le gouvernement envisage de stimuler les pensions extralégales, ce qu'on appelle le deuxième pilier. Il veut donner aux dirigeants d'entreprise l'occasion de payer, sous la forme de pension complémentaire, une part de salaire qui, ainsi, ne tomberait pas sous la "norme salariale". Celle-ci prévoit qu'en Belgique, les salaires peuvent augmenter au maximum d'autant que chez nos principaux partenaires commerciaux.

Les syndicats sont maintenant ouvertement invités à arracher un avantage financier pour leurs membres en exigeant une telle pension complémentaire lors de la négociation des conventions collectives de travail (CCT). Ceci permettrait au gouvernement de développer, à un rythme soutenu, le second pilier des pensions. L'objectif est, bien entendu, d'ébranler sérieusement le premier pilier, les pensions légales.

Le danger est grand pour les travailleurs. A terme, seuls ceux qui n'ont pas été souvent malades ou en chômage et qui, en outre, ont pu travailler dans des secteurs prospères, auront encore une pension convenable, grâce au second pilier. Les autres devront se contenter d'une pension de base légale, faible, dans le premier pilier.

En paroles, le SP défend la pension légale. «Pas un franc, fiscal ou parafiscal, ne peut aujourd'hui prendre le chemin de ces fonds de pension privés,» explique Frank Vandebroucke du SP. (1) Mais tandis qu'il prétend à qui veut l'entendre qu'on ne développera pas davantage la pension complémentaire d'entreprise, le SP mène au gouvernement une autre politique. Une politique à laquelle souscrivent le Vice-premier Ministre Vande Lanotte et le Ministre des pensions Colla.

Dans le passé déjà, les fonds de pension des entreprises et les assurances-groupe ont été régulés et débarrassés de leurs excès les plus graves par la loi Willockx, un autre membre du SP. C'était la condition pour permettre un meilleur développement du deuxième pilier. Cette loi stipule pourtant que la pension d'entreprise est une forme de salaire. Mais Vande Lanotte veut s'en distancier, dit-il, «sous certaines conditions». Son chef de cabinet déclare: «Nous exigeons sans doute que ces pensions d'entreprise soient réglées par CCT, soit au niveau national, soit au niveau sectoriel, soit au niveau de l'entreprise.» (1)

En tentant de gagner les syndicats à l'idée de pensions d'entreprise, via les CCT, pour mieux saper les pensions légales, le SP ferme la boucle.

(1) De Morgen, 11/6/96.

Maison de repos : 48.000 F; pension : 33.200 F

Jeanne Peeters, 79 ans, réside depuis deux ans dans la maison de repos et de soins Saint-Joseph à Assenede (Flandre orientale). Son mari est mort il y a dix-sept ans. Elle était entièrement indépendante jusqu'il y a trois ans. Mais après plusieurs opérations aux deux pieds et une grave pneumonie, elle n'était plus en mesure d'habiter seule. Avant son mariage, elle était militante de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC).

Jeanne. J'ai travaillé pour les riches, mais je ne me suis jamais mise à genoux. Je n'avais pas droit à une pension, parce que je n'avais jamais été inscrite par mes employeurs. Mais un sénateur a réglé ma situation, de sorte que je touche une pension décente comme veuve. Après mon mariage, je n'ai plus eu la possibilité de travailler. J'ai éduqué dix enfants. A l'époque, la pilule n'existait pas. Nous devons nouer les deux bouts

avec le salaire de mon mari menuisier et avec ce qu'il gagnait après ses heures. Il s'est épuisé au travail.

Quel est le montant de votre pension ?

Jeanne. Je touche 33.200 F par mois. Généralement, les travailleurs n'arrivent pas à un tel montant. Nombre de pensionnés ici ont moins. Normalement, j'ai aussi un pécule de vacances, mais celui-ci a beaucoup diminué. Ce n'est pas parce qu'on est vieux, qu'on n'a pas droit à des vacances ! Cette année, j'ai dû payer 6.000 F d'impôts. C'est scandaleux que les gens doivent encore payer des impôts sur leur petite pension !

Parvenez-vous à nouer les bouts ?

Jeanne. Mon séjour dans la maison de repos me coûte 43.710 F par mois (elle me montre la facture). C'est quelques milliers

de francs plus cher que dans les autres homes de la région. Mais les soins sont excellents, parce qu'il y a assez de personnel. Chaque jour, ils organisent des activités. L'année dernière, il y avait même un cours de français. Une personne âgée ne doit pas vivre comme une plante. Au prix du séjour, il faut encore ajouter quelque 5.000 francs pour les médicaments, le téléphone, le coiffeur et la lessive.

Comment arrivez-vous à payer ?

Jeanne. Lorsque je suis entrée dans la maison de repos, j'ai dû vendre ma maison. La vente a rapporté 1,7 million. Heureusement, mes enfants ont décidé de ne pas exiger leur part alors qu'ils avaient droit à la moitié. Avec cet argent, je mets chaque mois 15.000 francs de côté. Il faut encore y ajouter les frais pour les vêtements, une excursion, la télévision, le dentiste. Chaque année, ma réserve diminue d'environ 200.000 F.

Jours assimilés

La pension est calculée sur base du salaire annuel perçu. Si vous êtes chômeur, prépensionné, en congé de maternité, en interruption de carrière, en congé de maladie, vous percevez un revenu de remplacement de loin inférieur à votre salaire. Pour le calcul de la pension, ces périodes sont "assimilées" à la dernière période travaillée. Pour le calcul de la pension, ces périodes comptent comme si on

avait continué à travailler en touchant un salaire égal au dernier salaire perçu. Le plan Willockx voulait que le calcul des jours assimilés ne se fasse plus sur base du dernier salaire perçu (plus élevé) mais sur base du salaire moyen de toute la carrière (moins élevé). A mesure que le nombre de jours assimilés s'accroît au fil de la carrière, ce mode de calcul est défavorable à la pension.

Coefficient de réévaluation

Pour le calcul de la pension, les jours d'activité entre 1955 et 1974 sont "réévalués". Avant 1974, il n'existait pas de salaire minimum garanti et beaucoup de salaires étaient très bas. Si, pour le calcul de la pension, on ne faisait compter que le salaire réel de ces années, les pensionnés qui travaillaient pendant cette période toucheraient une pension très basse. C'est pourquoi, pour le calcul de la pension, ces salaires

sont multipliés par un coefficient de réévaluation.

Vous avez, par exemple, touché 200.000 F en 1955. Pour calculer votre pension maintenant, on fait comme si vous aviez touché 406.000 F cette année-là. Le gouvernement a le projet de réduire progressivement cette réévaluation, ce qui, pour les futurs pensionnés, cela peut représenter une perte de 45.000 à 55.000 F par an.

Droits dérivés

Ce sont, dans la Sécurité sociale, les droits que vous acquérez sans avoir payé vous-même de cotisation. La pension de survie, par exemple, est un droit dérivé: une femme qui n'a jamais travaillé continue à recevoir une pension, au décès de son mari. Les droits dérivés existent aussi dans d'autres branches de la Sécurité sociale. Un étudiant qui termine ses études perçoit des allocations de chômage bien qu'il n'ait jamais

travaillé. Ce droit dérivé est déjà en grande partie supprimé. Dans l'assurance-maladie, les enfants et le conjoint bénéficient du remboursement de leurs frais médicaux sur base des cotisations payées par celui qui travaille. Dans les milieux syndicaux également, la discussion est en cours sur la possibilité de remettre en question ces droits dérivés, surtout dans le domaine des pensions.

Les pensions en RDA

Sous le socialisme, travail et Sécurité sociale pour tous constituent un objectif de base. Deux journalistes français ont écrit en 1963 un livre intéressant sur la RDA, l'ancienne Allemagne de l'Est. (*) On y lit comment le jeune État socialiste a été confronté dès le début à un problème démographique et social important. Pour cinq personnes qui travaillaient, la RDA comptait un pensionné "ordinaire". Mais à cause du nombre élevé de veuves et de victimes du fascisme, on atteignait le chiffre d'un pensionné pour 2,5 actifs. Cette proportion était plus défavorable que dans n'importe quel autre pays d'Europe. L'âge de la pension était à cette époque de 65 ans pour les hommes et de 60 ans pour les femmes. A cause de l'énorme déficit en main-d'oeuvre, les pensionnés ont eu la possibilité de continuer à travailler à temps

partiel. Ils percevaient leur salaire en plus de leur pension. Cette pension était «modeste mais supérieure à celle des vieux travailleurs de France».

L'État socialiste de RDA a-t-il envisagé à ce moment de réduire les pensions ? Au contraire, il a prévu, pour les trois années suivantes (1963-1966), une augmentation de 50 %. A-t-il relevé l'âge de la pension ? Au contraire, pour les victimes du fascisme, qu'elles aient ou non payé des cotisations à la Sécurité sociale, l'âge de la pension a été abaissé de cinq ans.

Un séjour en maison de retraite coûtait 69 marks par mois et le retraité recevait encore au moins 48 marks dont il pouvait disposer librement. La pension mensuelle moyenne était à cette époque de 142 marks.

* Gilbert Badia, Pierre Lefranc, La RDA, un pays méconnu.



EDITORIAL

Été agité
pour Dehaene

Kris Merckx

Un impôt sur la fortune n'est pas pour cet été, selon Busquin. Par contre, ce qui est bien au menu de l'été, c'est une nouvelle avalanche d'austérité et la "modernisation" de la Sécurité sociale. Qu'il s'agira en fait de la démolition de la Sécu est prouvé par le dossier des pensions. Les pistes du gouvernement prévoient des pertes de 5 à 9 % sur les pensions moyennes avec encore 11 % de perte supplémentaire pour les femmes dans le cas d'un calcul en 45èmes. (1) Magda De Galan sait très bien de quoi elle parle quand elle dit que le gouvernement «devra, après l'enseignement, prendre à nouveau des décisions difficiles». (2) Pour avoir les coudées franches pour accomplir cette tâche "grandiose", les ministres PS se sont éreintés avant et pendant leurs congrès. Cela montre bien que ce parti est totalement dégénéré et entièrement au service des grands patrons.

Les ministres PS peuvent être satisfaits de l'issue de leur congrès, des mois de vacances tranquilles ne leur sont pas pour autant garantis. Même "Het Volk" prédit une vague de protestation. La chance augmente d'ailleurs quand on voit comment les revendications anticapitalistes progressent dans les syndicats. L'esprit de la grève des enseignants et du "Comité 532" qui en est issu y souffle de plus en plus fort (p. 6). Le discours enthousiaste de la secrétaire nationale de la CGSP Josette Duchesne en est une nouvelle preuve (p. 5).

Ce que les travailleurs peuvent obtenir sous le capitalisme dépend du rapport de force qu'ils construisent par la lutte de classe. De bons appels et revendications ne suffisent donc pas. On doit surtout oser descendre en rue. La question qui se pose à tous les syndicalistes de combat est donc la suivante : comment pourrions-nous transformer la profonde colère qui vit parmi le peuple en un mouvement de masse radical, qui force des mesures anticapitalistes effectives ? Un premier pas consiste à soutenir toutes les initiatives qui veulent relancer la lutte dès le mois d'août. Nous pensons à toutes les actions des enseignants et des élèves pour préparer une "chaude rentrée". Mais aussi au pique-nique devant Val Duchesse le 3 août et à la manifestation devant la Bourse le 23 août, tous deux organisés par le "Comité 532".

Le PTB va mettre tout en oeuvre pour faire aboutir les aspirations syndicales à une politique qui fait payer les riches. L'issue du congrès du PS montre que ce parti va, par contre, briser cette lutte et provoquer un nouveau bain de sang social. Les gens de gauche perdent leur temps au PS et y sont abusés. Leur engagement pour les travailleurs peut uniquement être rentable dans un parti marxiste révolutionnaire comme le PTB.

1. L'Echo, 18.6.96. 2. De Morgen, 1.7.96.

Le PS "recherchera"
un cadastre des fortunes

Un congrès dans un bunker sous protection des gendarmes

Par son congrès, le Parti Socialiste voulait rétablir son unité. Mais l'ampleur du fossé avec la base a été démontrée par les blindés et autopompes de la gendarmerie, que le PS a, à nouveau, appelés pour se protéger. Sans parler du rejet de tous les amendements de gauche...

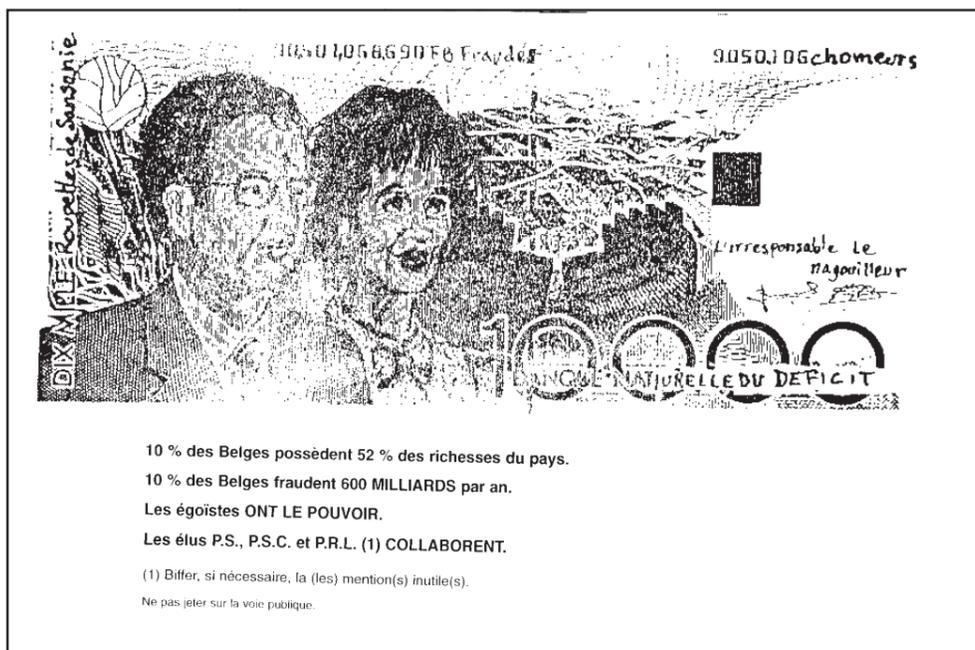
Kris Merckx

La salle du congrès, à Auvelais, tenait du camp retranché. Encerclée par trois cordons de gendarmerie et policiers assurant "une ambiance à la Pinochet". (1) Une cinquantaine d'enseignants, soutenus par trente membres de Rebelle, étaient venus en ce premier jour de vacances pour rappeler que le conflit de l'enseignement n'était pas terminé. Selon l'expression de Magda De Galan, le congrès devait précisément servir à cicatiser les blessures provoquées par le conflit : «La coupure psychologique était énorme, a déclaré la ministre socialiste. Les militants devaient pouvoir ventiler leur mécontentement et leur incompréhension.» (2) A titre de thérapie, l'Internationale a été chantée en quatre versions à ce congrès ! Voilà comment le PS parvient à battre le PTB au moins sur un terrain !

Impôt sur la fortune : peut-être, un jour, plus tard, à condition que...

Cependant, on ne juge pas un congrès de parti sur ses prestations musicales, mais bien sur ses résolutions. Et, contrairement à ce que certains prétendent, le PS n'a pas choisi un "cours plus à gauche". «Nous nous en tenons à l'accord gouvernemental» a pu déclarer une Magda De Galan soulagée (3). Pour atteindre ce résultat, le vice-premier ministre Di Rupo a dû pratiquer tous les registres de la démagogie et de l'intimidation.

Di Rupo s'est surtout efforcé d'empêcher que le congrès s'exprime en faveur d'un impôt sur la fortune introduit à bref délai. «Dans les coulisses, il n'a cessé de harceler la commission des résolutions, menaçant de démissionner si l'impôt sur la fortune était retenu comme tel.» (1) Avec succès. Car la résolution s'est contentée d'un



Au-dessus : un billet de 10.000 F retravaillé, avec le portrait de Busquin et Onkelinx et quelques chiffres sur les fraudeurs et les chômeurs. Des enseignants le distribuèrent au congrès comme "prime de départ du PS". En bas : le texte du verso du billet.

peu de vent : «Le PS recherchera l'établissement d'un cadastre des fortunes visant à la connaissance des éléments patrimoniaux». Voilà une promesse vague non pas d'un impôt, mais d'un cadastre des fortunes. En outre, le PS promet seulement de *rechercher* un tel cadastre, c'est à dire d'essayer de l'obtenir de ses partenaires. Et l'impôt sur la fortune, elle-même ? Peut-être, un jour, plus tard... celui-ci arrivera-t-il. En tout cas, a dit le président du PS, «ce ne sera pas pour cet été. C'est pour demain dans le cadre d'une harmonisation fiscale au niveau européen.» (4) Puisque l'Europe ne fait qu'harmoniser les impôts sur les riches... vers le bas, c'est donc un report aux calendes grecques.

En outre, le PS reporte constamment la faute sur ses partenaires gouvernementaux. Nothomb (PSC) a déjà rejeté un impôt sur la fortune comme trop "simpliste". Et même selon Vande Lanotte du SP «le mouvement socialiste doit s'écarter du mythe de l'impôt sur la fortune». L'homme du SP prône plutôt une "Cotisation Sociale Généralisée" (CSG). (5) On peut donc prévoir que celle-ci naîtra sans doute en juillet. Toute seule ou accompagnée d'une autre mesure symbolique comme "l'imposition des revenus effectifs des locations ou des plus-values en cas de vente d'immeubles". Et ce paquet sera présenté comme "la contribution des fortunes".

Rejet de tous les amendements de gauche

L'aile gauche du PS avait présenté quatre amendements précis. Que demandaient-ils ?

- 1) «Le PS exige que soit mis un terme au système des sanctions et de l'inscription obligatoire dans les Agences Locales pour l'Emploi.»
 - 2) «Le PS refuse tout nouveau report de charges des exclusions de chômage sur les pouvoirs locaux.»
 - 3) «Le PS refuse toute tentative de limiter dans le temps le droits aux allocations de chômage et de supprimer les allocations dont les jeunes sont bénéficiaires.»
 - 4) «Le PS se félicite de l'acquis socialiste de ne pas toucher au calcul des pensions actuelles.»
- Le rejet de ces amendements par le congrès exprime l'échec total de la gauche du parti. Durant trois semaines, le PS a mobilisé dans ses sections

locales des milliers de membres pour une mise en scène trompeuse. On leur a fait croire que le congrès, par les amendement qu'il adopterait, allait placer des balises de gauche pour réorienter la politique du parti. Sur cette base, il était possible de réunir une majorité en faveur d'une poursuite de la participation gouvernementale. Au congrès même, où les apparatchiks étaient majoritaires, toutes ces revendications ont été évacuées. Jean Guy, rédacteur en chef du journal Le Peuple, a parlé à juste titre d'un parodie de démocratie (1).

(1) Le Soir, 1.7. (2) De Morgen, 1.7. (3) BRT-radio, 30.6. (4) RTBF-radio, Matin Première, 1.7. (5) De Standaard, 1.7.

La faillite trotskyste

En septembre de l'année dernière, Alain Tondeur et Frank Slegers, les dirigeants du Parti Ouvrier Socialiste (POS, trotskyste) adressaient une lettre à des syndicalistes. Ils y défendaient ainsi l'initiative qui mènera plus tard à "l'Appel des 600" : «Une série de déclarations récentes sur le budget 96 (Philippe Moureaux, Louis Tobback, entre autres) indiquent que la revendication d'impôt sur la fortune pourrait se frayer son chemin aussi sur le plan politique.»

On y voit deux caractéristiques de la politique des trotskystes. Un, ils entretiennent des illusions dans les partis socialistes. Deux, ils font croire qu'on aboutira plus

facilement si on abaisse ses revendications. Par exemple, en ne reprenant des cinq points de l'alternative budgétaire du PTB qu'un seul point, celui d'un impôt sur les fortunes.

L'échec des trotskystes est maintenant clair. Le SP de Tobback rejette l'impôt sur la fortune comme "un mythe" (voir ci-dessus). Et le PS a tout fait pour écarter la revendication. Philippe Moureaux, qui a comme tâche actuelle d'alimenter l'illusion qu'on pourrait encore gauchiser le PS, n'a même pas obtenu une référence symbolique à un impôt sur les fortunes. Et cela malgré le fait qu'il avait dit «ne pas vouloir aller jusqu'aux excès de "l'Appel des 600"» !

Partage de la misère ? Non merci !

La secrétaire nationale CGSP mobilise : «Faire payer les riches !»

Quelle Internationale ! L'assemblée nationale de la CGSP, vendredi à Bruxelles, l'a chanté et dit clairement : «C'est assez. Nous n'accepterons plus aucune atteinte à nos acquis. C'est maintenant aux riches de payer.»

Jan Vandeputte

Après le vice-président Frans Fermon, qui explique les plans concrets du gouvernement, Josette Duchesne, secrétaire générale, monte à la tribune. «Camarades, ils nous prédisent l'apocalypse ! Ils nous affirment : "Sans mesures énergiques, on ne pourra plus payer les pensions !" Ils dénoncent : "Vous êtes des privilégiés ! Ne vous comportez pas en égoïstes !»

Régulièrement, son allocution est interrompue par des applaudissements enthousiastes. Duchesne fait voler en éclat les lamentations sur les pensions qui seraient devenues impayables. Evidemment, les pensions sont payables. «Quelques chiffres : de 1978 à 1995, la part des salaires dans la richesse nationale a diminué de près de 18 %. Dans le même délai, la part des revenus du capital a presque doublé. Et dans le même temps, le chômage n'a pas cessé de grimper. Il faut donc mettre à contribution les revenus des capitaux : les formules ne manquent pas... mais la volonté politique fait défaut ! "Faire payer les riches", ce n'est pas un slogan, mais cela devient une impérieuse nécessité dans un pays où le chômage et l'exclusion sociale commencent à mettre en péril les fondements de notre régime démocratique.» La secrétaire nationale parle aussi de cette autre grande



Josette Duchesne, secrétaire générale de la CGSP : «Nous n'accepterons pas que "nos camarades socialistes" participent, en utilisant les pouvoirs spéciaux, au démantèlement de nos pensions.» Idée déjà largement défendue lors de la manifestation des services publics en décembre dernier.

préoccupation : l'emploi. «Et là, nous sommes en plein surréalisme : alors que le gouvernement ne cesse de proclamer que l'emploi est sa principale priorité (...), ce n'est qu'un exemple, 3.000 emplois sont supprimés dans l'enseignement francophone. Et ils disent : Priorité à l'emploi ! Quelles "recettes" ont-ils donc utilisées ? De la réduction des cotisations patronales à la promotion du temps partiel en passant par les contrats de sécurité et aux ALE nouvelle mouture, on a l'impression que l'objectif poursuivi n'est pas de créer de nouveaux emplois, mais de remplacer des emplois convenables par des emplois atypiques, de déstructurer les systèmes de protection sociale, de chasser les femmes du marché du travail, de mettre en place des systèmes d'assistance en fragilisant les systèmes de solidarité.»

Elle montre du doigt les responsables politiques et en particulier les partis socialistes : «Ils nous traitent de conservateurs. Qui sont-ils ces prétendus

progressistes qui confondent "solidarité" et "partage de la misère" ? (...) A ceux que je voudrais pouvoir encore appeler nos camarades socialistes, je dirai en conclusion que nous n'accepterons pas qu'ils participent, en utilisant les pouvoirs spéciaux, au démantèlement de nos pensions.»

Enfin, elle place une nouvelle fois chaque militant face à sa responsabilité : «Nous qui avons encore la capacité de lutter, nous devons lutter pour nous mais aussi parce que le démantèlement de nos statuts

permettrait demain toutes les remises en cause, tous les abandons. C'est une responsabilité que nous avons et que nous devons assumer pour nous, mais aussi pour l'ensemble des travailleurs. Nous sommes les héritiers d'une grande espérance. Refusons d'être les complices de ses liquidateurs !» Quel réconfort de voir avec quelle unanimité néerlandophones et francophones ont réagi avec le même enthousiasme au discours de Duchesne et ont chanté ensemble l'Internationale.

Soutien aux enseignants

Le président Jaques Lorez a tenu à ajouter au discours combatif de la secrétaire générale : «Nous nous sommes trompés, camarades, lorsqu'en août dernier, nous ne sommes pas venus au secours des camarades enseignants quand l'attaque a été

engagée contre eux.» Applaudissement massif pour cette autocritique sincère. Les enseignants dans la salle l'ont certainement comprise comme un encouragement pour la lutte qu'ils veulent reprendre dès septembre.

EN BREF

Pierre Pravata (CNE) : Explosion sociale inévitabile

Le Conseil Supérieur des Finances veut ramener le déficit budgétaire à 2,8 % au lieu de 3 %... «Oui mais qui va payer les quelques 80 milliards supplémentaires ?», s'interroge Pierre Pravata, secrétaire général de la centrale des employés CSC, la CNE. «Mais pardi, puisqu'on ne peut pas toucher aux riches, aux rentiers, aux revenus financiers, aux bénéficiaires des sociétés, ce sont les travailleurs, les allocataires sociaux, la protection sociale, le service et la Fonction Publics... C'est clair, on va tout droit au désastre social. La colère monte. Elle monte de plus en plus et de plus en plus fort au fur et à mesure que grandissent les écarts entre les riches qui deviennent de plus en plus riches et les pauvres, de plus en plus pauvres. Elle monte au fur et à mesure que l'économie de marché — ainsi que sa compétitivité — écrase, exclut de plus en plus de gens et les jetant dans la précarité, la pauvreté. Dans ces conditions, l'explosion sociale est inévitable.» (Le Droit de l'employé, juin 1996)

7.000 enfants vivent dans la rue en Belgique

Le professeur gantois Eugène Verhellen a dénombré 7.000 enfants qui vivent dans la rue en Belgique, la plupart à Bruxelles. «Et ce nombre augmente constamment, ajoute le professeur. Et sans doute, pour chaque enfant de rue, en existe-t-il un ou deux que nous ne connaissons pas. On ne doit pas croire qu'il s'agit seulement d'une extrême pauvreté. Des facteurs comme un chômage élevé, l'absentéisme scolaire, des familles monoparentales avec des enfants en difficultés, favorisent ces situations. Le premier groupe, souvent oublié, est celui des enfants des sans-abri. C'est une erreur de croire que tous ceux qui vivent dans la rue sont des délinquants. Sans aucun doute, beaucoup trafiquent de la drogue. Mais d'autres font du petit commerce ou sont victimes du travail des enfants.» (De Morgen, 22 juin 1996)

10 millions pour les collabos

Le CVP Herman Suykerbuyk, partisan enragé de l'amnistie des collabos, soutenu par Paul van Grembergen de la Volksunie, a déposé un décret visant à libérer 10 millions en faveur des victimes de la répression qui a suivi la guerre 40-45, qui n'arrivent pas à un minimum légal d'existence. Il s'agit en fait d'aider les collaborateurs non repentis.

La proposition a été signée par tous les partis sauf le Vlaams Blok. «Par tactique», soulignent les fascistes, sans quoi ni le SP ni Agalev n'auraient signé le texte. Lors du vote du décret, ils se rallieront. Du côté des verts, on justifie la signature par des «motifs purement humanitaires, la proposition n'ayant rien à voir avec le principe de l'amnistie». Incroyable.

«Le SP a signé le texte après avoir obtenu l'élargissement de son application aux victimes républicaines de la guerre d'Espagne, explique *Le Soir*. Mais quelle commune mesure y-a-t-il entre quelques milliers de collabos qui pourront bénéficier de la mesure et les quelques dizaines de survivants de la guerre d'Espagne ? Ces vétérans des républicains qui s'étaient engagés contre les troupes franquistes seront ravis de se voir traités sur pied d'égalité dans un même texte que ceux qu'ils ont combattus par personnes interposées, il y a 60 ans.» (Le Soir, 22 juin 1996)

Lieve soigne malgré l'interdiction

Consultation "ouverte" à Médecine pour le Peuple - Seraing

Johan Vandepaer

La maison médicale de Seraing organisait une consultation "ouverte" le jeudi 27 juin, à 17 heures. Le docteur Lieve Dehaes — sanctionnée pour 15 jours par l'Ordre des médecins, pour avoir participé à une enquête de Test Achats sur les laboratoires médicaux — a tenu à continuer à soigner les

patients, gratuitement. C'était la seule façon de contrer cette sanction injuste. Les patients ont afflué. Des personnalités également : Jean Renard (Setca Ferblatil), Michel Smirnov (Setca, Liège), Philippe Daenen (FGTB Hickson Manroe), Xavier Lambrecht (MOC), Guy Smets (CGSP-cheminots, Huy), José Garcia (Cercle Carlo Lévi, Liège), Johny Coopmans

(PTB, Liège), Catherine Maes (conseillère Ecolo, Seraing). La veille, les médecins progressistes du Limbourg, en conflit avec l'Ordre, se sont réunis à la maison médicale de Seraing, en guise de solidarité. 14 médecins doivent comparaître, un par un, dès le 9 septembre. En cause : leur engagement pour une médecine gratuite ou sociale. La bataille ne fait que commen-

cer. Le jeudi, un inspecteur des pharmacies a établi le relevé des ordonnances de Lieve Dehaes dans les "pharmacies du Peuple". Le vendredi, des patients se sont vus refuser le remboursement des tickets de consultations du jeudi.

Ce jeudi à 9h, ils se rassemblent pour faire le point et, le cas échéant, aller exiger le remboursement aux Mutuelles.

Les "égoïstes", c'est pas eux !

Rejoignez les syndicalistes qui se déclarent prêts pour août-septembre

Le "Comité 532" (pour 500 milliards et 32 heures/semaine sans perte de salaire) a lancé, voici quelques semaines, un appel à se préparer aux prochaines mesures gouvernementales. Cette initiative, dirigée avant tout vers les délégués et les responsables syndicaux, est unique : elle propose à la fois pour la lutte pour l'emploi et la défense des services sociaux et publics, un programme de revendications radical.

- Pour lutter contre le chômage, nous soutenons la revendication des 32 heures sans perte de salaire et embauche compensatoire.
- Pour refinancer l'enseignement, les services publics et la sécurité

sociale, nous revendiquons :

- un impôt exceptionnel sur le patrimoine (proposition Frank)
- un impôt annuel sur le patrimoine
- la chasse à la fraude et à l'évasion fiscale (800 milliards par an)
- le retour à une imposition effective de 40 % sur les bénéfices des sociétés
- le traitement égal des revenus du travail et du patrimoine pour l'impôt
- une réduction drastique des intérêts sur la dette publique dont profitent les banques

Ce programme est diffusé par la CGSP-enseignement francophone. Il pourrait rapporter plus de 500 milliards.

Pour mobiliser contre la politique de régression sociale en cours et à venir (Plan d'Avenir, réforme de la Sécu et budget 97), le Comité et les soussignés s'engagent à :

- Soutenir concrètement les enseignants qui se battent pour l'emploi et un enseignement démocratique.
- Diffuser le badge du Comité pour les 500 milliards et les 32 heures.
- Organiser un sit-in à Val Duchesse vers la fin août. Ceci pour maintenir la pression durant les vacances, car le gouvernement veut aller vite et décider par des lois-cadres.

Ci-dessous nous publions, à la demande du Comité 532, la première liste des signataires.



Signataires du Comité 532 - 28 juin 1996

Responsables syndicaux

Inge Anné (propagandiste rég. CSC Malines), Michel Bastien (Secr.-gén. adj. CSC-FIC enseign.), Bruno Baudson (secr. prov. CSC-CNE, Hainaut), Jean-Pierre Beaumez (permanent CGSP-ALR, La Louvière), André Beauvois (secr. région. CGSP Liège), Gérard Berben (vice-prés. CGSP-TBM Limbourg), Marcel Bierlaire (secr. gén. SETCa, Charleroi), Marc Bourguet (prés. région. FGTB Verviers), Jeannine Chaineux (secr. région. CGSP-Parast. Verviers), Willy Claes (secr. CGSP-TBM Limbourg), Muriel Colet (secr. CGSP-Parast. Charleroi), Eric Costa (prés. CGSP, Serv. Nat. des Pensions), Raymond Coumont (CSC-CNE), Patrick Creyf (secr. gén. CGSP Flandre Orientale), Alexandra D'Altoé (secr. CGSP-Parast. Charleroi), Lucienne Daubie (prés. région. CSC Brabant Wallon), John De Decker (secr. CSC-LBC-NVK, Bruxelles), Ludo De Kam (prés. CGSP Anvers), Jean-Raymond Demptinne (secr. CSC-CNE Brabant Wallon), Rik Desmet (secr. région. Centrale Générale FGTB Courtrai), Didier Dirix (enseignant CGSP, Liège), Régis Dohogne (secr.-gén. CSC-FIC enseign.), Micheline Dronsart (secr.-gén. intersect. CGSP, Centre), Annie Ducoulombier (secr. région. CGSP Tournai), Henri Dujardin (secr. région. CGSP Tournai), André Duray (permanent CSC-CNE, La Louvière), Roger Goffings (prés. CGSP-TBM Limbourg), Francis Gomez (secr. région. CMB, Liège), Jean Pierre Goossens (secr.-propagandiste CGSP-cheminots, Flandre Orientale), Gust Haverbeke (secr. prov. CGSP Limbourg), Yves Hellendorff (secr. CSC-CNE, Bruxelles), Georgette Hernot (secr. adj. CGSP-Poste, Limbourg), Thierry Jacques (secr. CSC-CNE Charleroi), André

Lacroix (prés. SEL/SETCa FGTB-enseign.), Mario Lada (syndicaliste FGTB), Claude Lambrechts (permanent interprof. CSC, Brabant Wallon), Guy Leteul (CGSP-ALR Centre, prés. ALR Hainaut), Gilbert Lieben (secr. région. CGSP-ALR, Liège), Joan Lismont (permanent communautaire SEL-SETCa), Johan Locquet (secr. région. FGTB Flandre Occidentale Sud), Paul Lootens (secr. nat. FGTB-Centrale Générale), Ronny Maes (secr. CSC-LBC Malines), Michel Marbais (vice-prés. CGSP-Interparast. Charleroi), Gérard Meunier (vice-prés. CSC Brabant Wallon), Roger Meuter (secr. CSC-CNE, Charleroi), Dominique Meyfroot (secr. FGTB-Textile Tielt-Deinze-Bruges), Michel Mombek (secr. nat. CGSP-ALR), Dirk Moonen (secr. CGSP-TMB, Anvers), Bernadette Mussche (secr. adj. SETCa, Bruxelles-Halle-Vilvorde), Laurette Muylaert (secr. nat. CGSP-Culture), Nicole Naert (secr. CGSP-Minist. Anvers), Jenny Peeters (secr. région. Poste, CGSP-Limbourg), Patricia Petitfrère (secr. SETCa Charleroi), Jean-Marie Piersotte (secr. nat. CSC-CNE), Antoine Pochet (secr. région. FGTB, Namur), Arlette Puraye (présid. nat. CSC-CNE), Michel Raedemaeker (permanent interprof. CSC, Brabant Wallon), Monique Raquet (secr. SETCa Gand), Michel Renard (secr. principal CSC-CNE, Namur), Bernard Roland (prés. interrég. CGSP), Henri Ruttiens (secr.-adj. SETCa, Bruxelles), Luc Schevernels (prés. CGSP-Minist., Limbourg), Georges Sels (secr. principal CSC-CNE, Liège), Jean-Marie Simon (secr. CGSP-Enseign., Liège), Michel Smirnov (permanent SETCa, Liège), Georges Soubry (secr. Centrale Générale FGTB, Courtrai), Guy Tissen (secr. CSC-LBC, Vilvorde), Johan Van Baelen (propagandiste région. CSC, Heist o/d Berg), Freddy Van Den Bossche (secr. région. CGSP-Parast. Dendermonde), Willy Van de Velde (CGSP-Poste), Eric Van Der Smis-

sen (secr. SETCa, Bruxelles), Eddy Van Lancker (secr. FGTB Textile et prés. FGTB Flandre Occidentale Sud), Antoine Van Loven (prés. CGSP-Parast., Bruxelles), Dominic Van Oosterwijck (propagandiste région. CSC Heist o/d Berg), Hendrik Van Quaethoven (prés. nat. CGSP-ONEM), Pros Vandebroek (comité nat. CSC-COC enseign.), Michel Vandendriessche (vice-prés. CGSP Anvers), Herman Vanderhaegen (secr. CSC-LBC Halle), Rita Vanderleyden (secr. région. CGSP-Culture Limbourg), Ludwig Vandermeiren (secr. SETCa Courtrai), Bart Vanpoucke (Chef de service FGTB, Flandre Occidentale Sud), Ronny Vantuyghem (vice-prés. CGSP-Minist.), Hendrik Vermeersch (secr. adj. SETCa, Bruxelles), Wilfried Vermeulen (secr.-gén. CGSP Anvers), Lode Verschingel (secr. CSC-LBC Vilvorde).

Délégués

Collectivement

Délégation FGTB Volkswagen Forest (20), Délégation SETCa Belgavia Zaventem (4), Délégation CSC-LBC Belgavia Zaventem, Délégation FGTB Forges de Clabecq, Délégation FGTB (CG) Amoco Fély (20), Délégation SETCa Amoco Fély (8), Délégation syndicale FGTB (CG) Ethyl Europe Fély, Délégation syndicale SETCa Ethyl Europe Fély, Délégation CGSP-FOREM Charleroi, Bureau CGSP-TMB Anvers (13), Bureau CGSP-Minist. Anvers, Comité Interparastatal CGSP Dendermonde (14).

Individuellement

Anthony Agneessens (FGTB CIPE-Benelux, Bruxelles), Jimmy Algoet (FGTB-CMB Bekaert, Zwevegem), Jan Anné (CSC-métal Union Minière Hoboken), Amedée Arena (SETCa GB, Bruxelles), J. Aubry (SETCa GB, Bruxelles), Lili Bammens (commission nat. Femmes Vlig, CGSP-Poste), Jean Bednar (CSC-FIC Enseign. Liège), Ahmed Belhachmi (SETCa AMP-PVD Bruxelles), Alice Bernard (SETCa Ligue des Familles, Liège), Bezin (SETCa Assurances, Bruxelles), Nadine Bovyn (FGTB-Textile Prado Courtrai), Werner Callewaert (FGTB Bekaert Zwevegem), Franca Cammilleri (SETCa Bruxelles), Pino Cantella (CGSP-Enseign. La Louvière), Marie-Thérèse Casseau (FGTB Bruxelles), Nicolas Castiglione (CSC-CNE Cockerill Sambre Liège), Hugo Chalmet (SETCa Banques Gand), Nico Claeyns (FGTB-Textile Plush Wevelgem), Willy Claus (FGTB-CG Gand), Antonio Coccio (FGTB-CMB Caterpillar Gosse- lies), Luc Commeene (FGTB-Textile AFW Ledegem), Marie-Josée Cornelis (CSC-LBC Kraft Jacobs Suchard

Halle), Guy Couckuyt (FGTB-CG Pottelberg Aalbeke), Pierre Curto (CSC-CNE Cockerill Sambre, Liège), Philippe Daenen (FGTB Hickson Manroe, Liège), Denise De Beer (CGSP-ALR, Gand), Noël De Koker (FGTB-CG, Gand), Patrick de la Bruyère (CGSP-Parast. ONEM, Anvers), Marie-Anne De Lange (SETCa S.V. Valois, Bruxelles), Gilbert De Weerd (FGTB-CG Omnichem, Gand), Gino Debels (FGTB-CMB Bekaert, Zwevegem), Julien Declercq (FGTB-CG Recticel, Gand), Saskia Decock (FGTB-Textile Courtextyl, Courtrai), Jacqueline Defosse (FGTB-CMB Techspace Aero Liège), Didier Demanet (CCSP-Cheminots, Nivelles), Mia Deprez (FGTB-Textile Louis Depoortere, Aalbeke), E. Depry (SETCa AMP-PVD, Bruxelles), Serge Deruette (CGSP-Enseign. ULB), Willy Dewaele (SETCa AMP-PVD, Bruxelles), Yvette D'Hauwe (FGTB-CG Recticel, Gand), Eric D'Helft (FGTB-CG Cappelle, Menen), Yvan D'Herck (CGSP-Parast. ONEM, Ypres), Roberto D'Orazio (FGTB-CMB Forges de Clabecq), Corrado Dragone (SETCa AMP-PVD, Bruxelles), Patrick Dufour (CSC-LBC Belgavia, Zaventem), Claude Dufasne (FGTB-CMB Volkswagen, Forest), Janien Eggen (CGSP Enseign. Limbourg), Josephine Facella (SETCa GB, Flémalle), Thomas Fiers (FGTB-CG Monsanto, Gand), Albert Florkin (FGTB Cher-tal), Franky Gryson (FGTB-Textile Nelca, Lendeledé), Jacques Guilmoet (FGTB-CMB Volkswagen, Forest), Antoon Gusse (FGTB-CG, Gand), Françoise Hainaut (CGSP-Parast., Forem Charleroi), Willy Haller (FGTB-CG, Gand), Ludo Hansen (CSC-FEG Electrabel), Paula Hertogen (ex-délégué Sherwood Verviers), Johnny Heyrman (FGTB-Textile KTM, Courtrai), Joseph Hick (enseignant en lutte, Fouron), Fabienne Horlet (SETCa Dial, Bruxelles), Christian Hovinne (CGSP service social Belgacom), Rosa Huenaerts (CGSP-Poste Limbourg), André Hulin (CSC STIB, Bruxelles), Francis Infantino (CGSP-Minist. Financ., Bruxelles), Fred Janssen (FGTB Solvay, Anvers), J Jonghman (CGSP-Parastat. ONEM, Ostende), Erik Kellens (CGSP-Minist. Financ., Anvers), Raymond Kolf (CGSP-Minist. Limbourg), F. Lambrecht (Bureau Exec. CGSP-ALR, Anvers), Claire Lamertyn (CGSP-Parastat ONEM, Vilvorde), Gislaïne Lamot (CGSP-Poste, Bruxelles), Myriam Lecorte (CGSP-Parast., ONE Charleroi), Marcel Lenssens (FGTB-CG Omnichem, Wetteren), Paul Leroy (SETCa Itinerant GB Unic, Bruxelles), Gaby Loose (SETCa Belgavia, Zaventem), Patrick Loquet (FGTB-Textile Prado, Courtrai), Nathalie Maillard (SETCa Delhaize, Bruxel-

les), Raymond Marez (SETCa Josi, Bruxelles), Walter Martens (FGTB-CG, Gand), Gary Martien (CGSP-Parastat. ONEM, Bruxelles), Gérard Meunier (CSC-CNE Excel, Nivelles), Patrick Mondelaers (FGTB-CG, Gand), Lambert Moors (CGSP-Minist Limbourg), Nadia Moscufo (SETCa Aldi, Liège), Willy Oosterlinck (FGTB-CG, Gand), Leonidas Pagalis (SETCa AMP-PVD, Bruxelles), Marc Paul (CSC-CNE Cockerill-Sambre, Liège), Jean Pestieau (militant CSC-CNE UCL, Louvain-la-Neuve), Dirk Pieters (FGTB-CG, Gand), Philip Pijls (CGSP Gazelco Limbourg), Jean Plankaert (FGTB-Textile, Courtrai), André Pues (CGSP-Minist Limbourg), Denis Rega (FGTB-CMB Volkswagen, Forest), Jean-Luc Renaud (CSC-FIC enseign., Mons), Franky Roels (FGTB-Textile Neyrincq-Holvoet, Courtrai), Antoine Ruggieri (syndicaliste FGTB, militant du PS, Liège), Cesare Russo (CSC-Métal Bundy, Nivelles), Guilianna Rust (CGSP-Parastat. Forem, Charleroi), Albert Salvador (FGTB CRM, Liège), Freddy Scheire (FGTB-CG, Gand), Corrado Schillaci (CSC Danheux et Maroye, Tubize), Maaike Seghers (CSC ex-délégué Sabena, Zaventem), Dirk Silkijn (FGTB-CG, Gand), J Snauwaert (FGTB-CG Gand), Jan Stacino (SETCa Kraft Jacobs Suchard, Halle), Jean Tombeux (CSC-CNE Cockerill-Sambre, Liège), Serge Trullemans (SETCa GB, Bruxelles), Freddy Van Cauteren (CGSP-ALR, Gand), Stijn Van Der Bruggen (CGSP-Parastat ONEM, Gand), Erke Van Der Elst (CGSP ONEM, Turnhout), Patrick Van Der Straeten (FGTB-CMB Raufoss, Gand), Fred Van Doorslaer (CGSP Limbourg), Jan Van Driessche (CGSP-ALR, Gand), Riet Van Droogenbroeck (CSC-LBC IKEA, Ternat), Jerry Van Herreweghe (FGTB-CG, Gand), R. Van Hyfte (FGTB-CG Rhône-Poulenc, Gand), Annette Van Poucke (FGTB-CG, Gand), Sylvain Van de Gehuchte (CGSP-ALR, Gand), Jean Vandebek (CSC-FEG Electrabel), Jan Vandeputte (CGSP-Parastat ONEM, St.Niklaas), Raymond Vanderloooy (CSC-LBC Générale de Banque, Hasselt), Geert Vanhaverbeke (FGTB-Textile, Courtrai), Paul Vanhooren (ex-délégué CSC-LBC Agfa Gevaert, Mortsel), Peter Vanloffelt (CSC-FEG Electrabel), Franky Vanneste (FGTB-Textile Louis Depoortere, Aalbeke), Christian Venant (SETCa AGF Assubel, Bruxelles), Romain Vercauter (FGTB-CG Gand), Monique Verle (FGTB-CG, Gand), Brigitte Verzele (FGTB-Textile Louis Depoortere, Aalbeke), Anne-Marie Waroquier (CGSP-Parastat. ONEM, La Louvière), Alain Winckels (FGTB-CG Omnichem, Gand), Raymond Wirix (CGSP-Minist. Limbourg).

Pique-nique à Val Duchesse !

Le manifeste du Comité annonce un sit-in à Val Duchesse. Le groupe d'initiative, réuni le 21 juin, a décidé des actions pour entretenir la mobilisation durant la période des vacances :

- **Pique-nique / action le samedi 3 août à 12 h à Val Duchesse.**

Objectif : manifester devant le lieu où le gouvernement prend les mesures.

- **Rassemblement / spectacle à Bruxelles, sur les escaliers de la Bourse, le vendredi 23 août à 17 h**

Ainsi, le Comité 532 vise le symbole de la haute finance et du patronat.

Correspondance: Serge Deruette, 11 Avenue des Volontaires, 1160 Bruxelles. Tél. et fax: 02/735.86.54.

Boël en grève contre Gandois

Mais pourquoi ne pas unir les forces ?

A Boël, qui fera grève 24 heures cette semaine, le souvenir de la grande grève de 93-94 est toujours présent. L'enjeu était identique : maintenir emploi et outils. «Notre grève fit mal aux patrons, rappelle un ouvrier. Mais nous étions seuls. Clabecq vient de faire trembler la bourgeoisie qui n'a pas osé déclarer la faillite. Mais Clabecq était seul aussi. Pourquoi ne pas lutter ensemble? Imaginez quelle force !»

Alain Verleyen et Thérèse Michels

Outil le plus menacé dans l'immédiat : le haut fourneau, en mauvais état. Des années que le patron le laisse se détériorer. Jean y travaille depuis plus de vingt ans : «Le haut fourneau est mort. Il met les ouvriers en danger. Une chance qu'il n'y a pas encore eu de morts. Il faut au moins deux milliards pour le remettre en état. C'est possible. Celui de Clabecq, était dans le même état. Suite aux travaux, il est très performant».

La direction sème la division, opposant les travailleurs du haut fourneau à ceux de l'aciérie, ou ceux des coulées continues à ceux

du laminoir. Mais de moins en moins de gens sont dupes : «On ne s'en sortira pas tout seul, affirme Guy. On n'est pas des imbéciles : si le haut fourneau ferme, nous savons très bien que le reste suivra.»

«Aux coulées continues, raconte Ghislain, les ouvriers chômeront beaucoup en juillet et août. Jusqu'à 25 jours! Nous perdrons beaucoup d'argent. Nous voulons refuser le chômage. Malheureusement, nous n'avons pu nous exprimer à l'assemblée.»

Domage, ce manque de démocratie qui nous divise». Mais Guy réplique : «Oui, mais ce n'est pas une raison pour ne pas faire grève.



La grève de 94 (photo) a fait mal au patron. La lutte d'aujourd'hui serait forte encore en unissant tous les sidérurgistes.

Je regrette que la CSC n'y appelle pas, nous devons rester unis.» La grève de jeudi prochain n'est qu'un point de départ avant d'autres

actions. **Venez jeudi 4 juillet !** En délégation soutenir le piquet de grève à Boël.

Où ? A Chaméthal, à la sortie de l'autoroute pour La Louvière, et à la rue des carrelages. A partir de 5 heures du matin, 13 h et 21 h.

"A la grève de 94, nous avons raison"

Interview de Roger Leclercq, président FGTB-Boël

Alain Verleyen et Thérèse Michels

Boël, indépendant, ne serait pas tenu par le plan Gandois ?

Roger Leclercq. Boël est en train de suivre le plan Gandois. Il affirme que produire des brames à Boël même, n'est pas compétitif. Indépendamment de Clabecq. Ca signifie fermer le haut-fourneau, entraînant l'aciérie à oxygène et au moins une coulée à brames. En tout, cinq à six cents emplois. Ajoutant le four électrique, 1.300

emplois sont menacés à Boël! Bientôt, avec ce raisonnement, nous ne serons plus compétitifs pour les coils non plus. Alors, l'usine disparaîtra. Nous n'acceptons aucun plan touchant l'outil et l'emploi, sans un plan d'investissements à terme, qui garantit la survie de l'entreprise.

Lors de la grève de 94, vous avez dit : «Maintenir les outils est indispensable pour maintenir

l'emploi. Si nous perdons l'agglomération et les fours à coke, nous craignons que d'ici deux années, le haut fourneau et l'aciérie ne suivent.»

Roger Leclercq. En 94, le four à cokes et l'agglomération devaient disparaître pour "assurer la pérennité de l'entreprise". Aujourd'hui, Gandois considère cette situation défavorable, car Boël doit acheter son coke et ses pellets ailleurs. Nous avons donc raison de revendiquer le maintien de l'outil. A l'assemblée, mardi, nous avons

mis en garde contre un plan de pertes d'emplois en douceur, étalé sur trois à cinq ans, par des prévisions par exemple. Nous devons sauvegarder les emplois à Boël pour nos enfants. En plus, un tel plan ouvrirait la voie à la fermeture à terme.

La grève de jeudi se fera aussi pour les intérimaires ?

R. Leclercq. Nous voulons l'engagement définitif de 73 intérimaires. C'est plus qu'un symbole : Boël

doit respecter l'accord du 14 février 94, signé au terme d'une grève de dix semaines. Lâcher les intérimaires, c'est comme lâcher son emploi. Les intérimaires font partie de l'effectif de 1.740 ouvriers à Boël. Boël prétexte ses difficultés financières. Les 73 intérimaires représentent un coût futile. On ne peut pas mettre le problème de la sidérurgie sur leur dos ! Pas question non plus de faire payer les autres ouvriers pour cela. Ils ont déjà largement payé.

Clabecq, Boël : même Gandois, même combat

Marco Van Hees

Aux Forges de Clabecq comme aux Usines Gustave Boël (UGB), les travailleurs luttent pour maintenir emploi et outils. Contre la politique patronale exprimée dans les plans du PS (Région wallonne) et de Gandois. A Clabecq, la grève, qui a duré une semaine, est (provisoirement) terminée. A Boël, une grève de 24 heures est programmée pour jeudi 4 juillet. Pourquoi cette non-concordance d'agenda alors que la lutte est foncièrement la même?

Parce que, jusqu'à présent, le PS et le patronat sont parvenus à imposer leur agenda et à diviser les bassins. Depuis longtemps, les intentions des capitalistes sont claires : fermer Clabecq et, au minimum, fermer le haut fourneau de Boël. A travers les plans Laplace, Gandois et Froidmont, le président de la Région wallonne, Robert Collignon (PS) essaie d'appliquer cette volonté patrona-

le. La grève des Forges et la proximité du congrès PS l'ont fait reculer provisoirement. Mais, d'ici peu, éventuellement pendant les vacances, il poursuivra son plan de liquidation.

Actuellement, le danger principal réside donc dans l'illusion créée par Collignon : croire dans sa volonté de sauver Clabecq grâce au plan Froidmont. Ce plan n'est pas une bouffée d'oxygène mais une saignée, puisqu'il prévoit la perte de 700 emplois sur 2.143 : un sur trois. De plus, il poursuit la politique PS de division des bassins. En effet, le plan suppose que Clabecq écoule une partie de sa production à La Louvière, alors que la lutte des travailleurs de Boël vise précisément à maintenir le haut fourneau.

Aux Forges, certains travailleurs et syndicalistes s'accrochent au plan Froidmont en espérant pouvoir faire l'économie d'une lutte qui leur semble difficile à mener. Mais,

à part la grève et l'occupation, quel autre élément pourraient faire reculer le PS et les capitalistes ? La volonté de sauver l'emploi ? On voit bien que toute la politique des «socialistes» consiste à liquider l'emploi pour satisfaire la soif de profit du grand capital.

Dans le système capitaliste, la lutte est la seule manière de défendre l'emploi. C'est seulement dans ce cadre que l'unité entre les bassins est possible. Tous les plans industriels des Froidmont et autre Gandois opposent les usines entre elles et imposent des sacrifices à chacune. Par la lutte au contraire, la seule opposition qui reste est celle de la classe ouvrière défendant l'emploi contre la volonté des patrons publics et privés. Aujourd'hui, la situation permet aux travailleurs de Clabecq et Boël d'inscrire la grève à la même page de leur agenda. S'ils ne le font pas par amour, qu'ils le fassent par raison !

Délégation CSC : "une usine intégrée avec tous nos outils"

Les délégués CSC nous expliquent : «Depuis l'an dernier, nous nous battons pour la réfection complète du haut fourneau. Ainsi, il pourrait fonctionner encore quinze ans. Nous rejetons complètement le plan Gandois. Nous voulons les investissements nécessaires au haut fourneau. Notre tract est clair : Maintien d'une usine sidérurgique intégrée en fonctionnement de pleine capacité. Nous insistons : avec tous nos outils fonctionnant. Pas des outils à l'arrêt. Et avec garantie d'outils performants : haut fourneau, Aldac, coulée continue. Boël revient toujours avec le "prix de revient" des brames. Le prix de revient est le leitmotiv de tous les patrons. Nous devrions leur faire confiance

sur leurs chiffres. Et même s'il nous prouve que son prix de revient n'est pas compétitif, il n'est pas question pour nous d'en tenir compte. Car à leurs yeux, nous ne serons jamais bons. Après les brames, ce sera autre chose.»

Pas de chômage ! Nous ne voulons pas attendre le troisième trimestre pour arrêter l'entrée des brames extérieurs. Il faut l'arrêter de suite, car Boël rentre plus de brames que nécessaire pour la petite réparation prévue du haut fourneau. Ca provoquera un chômage excessif. Les ouvriers des coulées continues ne veulent pas de chômage. Ils ont raison, nous voulons la suppression du chômage pour toute l'usine en juillet, août et septembre

Lettre ouverte à Robert Collignon du Parti Socialiste

Avec Jean Gandois, vous êtes le fossoyeur de la sidérurgie !

**Monsieur le ministre-président de la Région wallonne,
La presse et les médias vous présentent comme le sauveur de Clabecq et Jean Gandois comme le sauveur de Cockerill Sambre. Vous espériez aussi éviter que tous les sidérurgistes entament une lutte nationale pour le retrait du plan Gandois...**

Johnny Coopmans, Commission sidérurgie du PTB

Face à la grève d'une semaine et à la manifestation à Namur des Forges de Clabecq, vous avez été obligé de gagner du temps et de promettre un milliard et demi au nom de la Région wallonne. Mais vous amputez les bras et les jambes des Forges : 700 personnes en moins (un tiers du personnel) et une partie de sa capacité de production.

Votre plan, c'est une fermeture par étapes : d'abord le départ des prépensionnés, puis la fermeture de la phase liquide ou du laminoir, enfin la fermeture totale. «D'abord on nous fera accepter 700 départs. Ensuite nous serons plus faibles et ils assainiront à nouveau pour finir avec la fermeture complète», confirme un ouvrier de Clabecq.

Le président de la délégation FGTB, Robert D'Orazio a maintes fois répété : «C'est impossible de maintenir une usine intégrée en descendant en dessous de la barre des 2.000 travailleurs». Faire partir les 700 dans les semaines et mois qui viennent signifie, pour ceux qui resteront provisoirement, travailler comme des chiens, la chasse aux malades, l'augmentation des cadences..., le temps que cela durera. Non, Mr Collignon, ne nous prenez pas pour des c..., votre milliard et demi, c'est une fermeture en tranches, prélude à des suppressions d'emploi à Boël et à Cockerill Sambre.

Monsieur le ministre-président, vous transformez la Région wallonne et Tubize en un désert social. «C'est la ruine sociale. On va se retrouver comme en 1900. Il faudra aller sur les barricades. Les gens vont gueuler parce qu'ils ont faim. On va vers une révolution sociale», s'exclame un travailleur de Clabecq à la télé ! Vous organisez avec les maîtres des forges de véritables ravages. Au moins 4.600 familles, y compris à Liège, à Charleroi et à La Louvière, risquent le retour à Germinal. Votre réalisme, c'est celui des patrons et du grand capital européen. Peu importe la misère dans laquelle des milliers de familles et toute une région seront plongées.

Pour éviter une explosion sociale, Langendries du PSC et Flauhaut du PS font miroiter un projet de reconversion pour Tubize. Mais Robert D'Orazio réplique : «Depuis 1970, on nous parle de reconversion. Tout ça pour nous faire rêver» (1). Avec les mêmes promesses, on a fermé Athus dans le sud de la province du Luxembourg, on a fermé la phase liquide de l'Est, les trains 900 et 600, le haut fourneau 5 à Charleroi, on a fermé Valfil et Tubemeuse à Liège. Charleroi compte 30% de chômeurs : où sont les emplois de reconversion ?

Vous vous présentez comme le défenseur des sidérurgistes wallons, qui se bat contre le flamand Karel Van Miert. Celui-ci, commissaire européen à l'industrie, déclare que votre milliard et demi est une aide publique d'Etat, interdite par la Commission. Face aux travailleurs vous voulez donner l'impression que vous avez tout fait, mais que c'est l'Europe qui met des bâtons dans les roues. Or vous-même, n'avez-vous pas déclaré, il y a quelques jours à peine, que vous ne soutenez une solution que «si elle est industriellement réaliste, financièrement raisonnable et légalement admise par les autorités européennes» ? (2)

Vous, dirigeants des Partis socialistes, vous vous trouvez à tous les étages de la décision. M. Froidmont se trouve au rez-de-chaussée — l'usine même se trouve dans la cave —, vous occupez le premier étage à la Région wallonne, Di Rupo le second au gouvernement fédéral et Van Miert le troisième à l'Europe comme commissaire à la concurrence !

Durant vingt ans de crise sidérurgique, Willy Claes, André Cools et Guy Spitaels étaient les locataires précédents ! Aujourd'hui, vous jouez l'innocent, comme si vous n'obéissez pas tous, à tous les étages de l'appareil d'Etat, à



Les travailleurs de Clabecq manifestant à Liège en solidarité avec les étudiants.

une seule commande, celle du quatrième étage, celle du patronat, celle du profit !

A propos de votre ami, Jean Gandois

C'est vous qui avez demandé au patron des patrons français, en même temps PDG de Cockerill Sambre, d'établir un diagnostic sur la sidérurgie wallonne. L'homme d'Etat socialiste demande au patron des patrons de formuler des remèdes pour une entreprise d'Etat : y-a-t-il meilleure preuve des intérêts que vous représentez ?

En France, cet homme est surnommé Monsieur 100.000, pour les 100.000 emplois qu'il a déjà supprimés au cours de sa carrière (3). Votre but : à travers le cas brûlant de Clabecq, préparer les sidérurgistes et l'opinion publique en général à des restructurations draconiennes dans toute la sidérurgie. Et pas seulement en Wallonie. Son plan prévoit la perte de 4.600 emplois sur 16.400 en Wallonie, mais se tait à dessein



Robert Collignon, ministre-président de la Région wallonne. (J.Honhon)

sur la sidérurgie en Flandre, présentée dans l'étude Laplace comme le concurrent le plus dangereux pour la sidérurgie wallonne. Mais, à Sidmar aussi, 1.750 des 5.600 emplois actuels sont menacés par l'introduction de la filière électrique. La séparation des problèmes n'est pas innocente : ainsi on peut continuer à monter les ouvriers wallons contre les ouvriers flamands et inversement. Gandois siège au conseil d'administration de la Société Générale de Belgique, qui contrôle toujours Arbed, qui contrôle à son tour... Sidmar. Gandois et la Générale travaillent par phase pour éviter un combat national dans le secteur sidérurgique. Votre rôle est de chanter un cocorico sur la "sidérurgie wallonne" pour maintenir cette division.

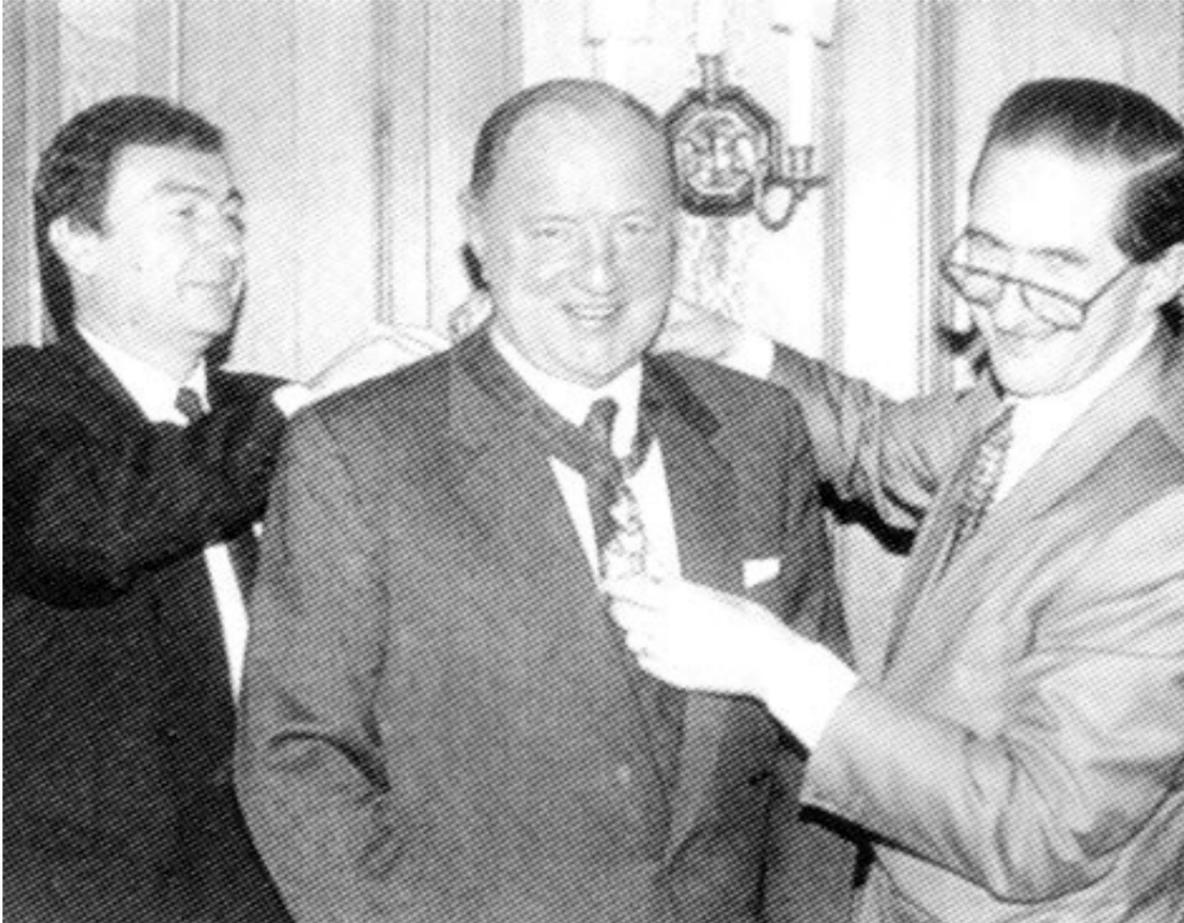
Sauveur suprême... ou fossoyeur de la sidérurgie ?

Vous prétendez que le premier plan Gandois (de 1983, commandé par Martens-Gol !) a "sauvé" Cockerill Sambre. En réalité, ce fut un désastre pour les travailleurs et une aubaine pour les maîtres des forges. Des 20.000 emplois en 1983, il en reste 10.000. Les conditions de travail sont devenues intenable. Les conventions prévoient comme norme de productivité une augmentation de 4% par an, c'est-à-dire 2.000 emplois en moins en 6 ans. On leur a imposé un retour de 35 à 37 heures de travail. Les sidérurgistes ont subi à côté du blocage des salaires, un chômage important. Pour embaucher 51 jeunes, on a voulu infliger aux travailleurs de Cockerill Sambre Charleroi une perte salariale de 2%, puis de 0,6%. En même temps, l'usine réalise 3,2 milliards de francs de bénéfices ! Des ouvriers de Chertal ont analysé la manoeuvre : «Le chantage est clair, ce n'est pas réduire nos salaires pour combattre le chômage, mais se servir du chômage pour combattre nos salaires».

Les seuls qui furent sauvés, ce sont les patrons. Avec les fonds de l'Etat, les barons de l'acier ont sauvé leur billes. De 1973 à 1983, l'Etat a injecté 185 milliards dans Cockerill Sambre et 210 milliards dans la sidérurgie nationale. Grâce à ce pont d'or, Albert Frère s'est construit une fortune personnelle de 60 milliards. Une partie importante de la dette actuelle de l'Etat (pour laquelle les travailleurs paient toujours) provient des sommes allouées aux secteurs nationaux au bénéfice du patronat.

Votre nouveau Plan Gandois prévoit encore la suppression de 4.600 emplois

Vous soutenez à fond l'impitoyable logique du marché et de la compétitivité. Cette logique est catastrophique. Si on ne liquide pas 2.000 emplois à Cockerill Sambre, dit Gandois,



Albert Frère (au centre) s'est constitué une fortune personnelle de 60 milliards, grâce à ses amis du PS, dont Willy Claes (à droite). De 1973 à 1983, l'État a injecté 185 milliards dans Cockerill Sambre et 210 milliards dans la sidérurgie nationale, au seul profit des barons de l'acier.

L'avenir est compromis. Quel avenir ? «Le problème crucial de l'alliance continue à se poser», dit Jean Gandois (4). La fusion qui a créé Cockerill Sambre a coûté 10.000 emplois. Le rapport annonce la «disqualification compétitive d'une ligne à chaud». Ce terme désigne clairement la fermeture d'une ligne à chaud. Gandois n'a pas sauvé des emplois à Cockerill Sambre; il en a supprimé. Il n'en sauvera pas, il en supprimera — avec votre collaboration — encore 6.000 : 2.000 à Cockerill Sambre, 2.000 aux Forges de Clabecq, 2.000 à Boël.

Pour Clabecq et Boël, c'est la fermeture probable avec le plan Gandois. Vous craignez un front entre les travailleurs des deux usines. C'est pourquoi certains tentent d'opposer les ouvriers des deux usines, en répétant à longueur de journée que «Clabecq veut se sauver sur le dos de Boël». Ces dernières années, les travailleurs de Boël et Clabecq ont été au premier rang des luttes pour le maintien de leurs outils, mais chacun de leur côté. Demain, c'est ensemble qu'ils devront se battre, avec les travailleurs de Sidmar et de Cockerill-Sambre, pour le maintien des 23.000 emplois actuels et des outils.

Votre politique n'a rien de socialiste

Un vrai défenseur du socialisme n'a qu'un but : organiser l'économie de façon qu'elle serve les besoins des populations



L'oeillade de Jean Gandois, PDG de Cockerill Sambre, à Di Rupo, vice-premier ministre, exprime toute la confiance du patronat sidérurgique aux dirigeants du PS.

laborieuses et offrir un emploi digne à chacun. Mais votre parti, le PS, n'a rien à voir avec le socialisme. Votre parti défend les principes de l'économie capitaliste : le profit maximum, l'accumulation de richesses dans les mains d'une petite minorité de la population. Il y a actuellement 60 millions de tonnes de surcapacités en Europe. C'est parce que chaque groupe sidérurgique s'équipe pour battre la concurrence, sans planification d'ensemble. Cette anarchie provoque les crises et les fermetures. On jette des centaines de milliers d'ouvriers à la rue. En Europe, il y a 282.600 sidérurgistes fin 1995, contre 870.000 en 1975. En vingt ans, la sidérurgie a donc perdu les deux tiers de ses emplois. S'il n'y a pas de luttes, une nouvelle saignée de dizaines de milliers d'emplois nous attend.

Vous, "socialistes", êtes les plus fervents défenseurs de cette course aveugle et destructrice. Vous êtes fiers de l'achat par Cockerill Sambre de l'usine Eko Stahl en ex-RDA. Vous voulez participer avec l'Allemagne à la conquête de l'Est. Tant pis pour le personnel de cette usine dont le nombre a été réduit de 12.000 à 2.000. Mais votre logique de "performance" a pour conséquence que dans le tiers-monde, des milliards de gens doivent travailler la terre de leurs mains. Des millions de tonnes d'acier ne sont pas produites aujourd'hui parce que ces gens n'ont pas l'argent pour produire ou acheter des tracteurs. Le vrai socialiste met fin à la propriété privée des usines et au pouvoir de la classe des patrons. Si les outils sidérurgiques sont propriété collective de la classe ouvrière, si on a exproprié les multinationales de l'acier comme celles des autres secteurs et si l'Etat capitaliste a été renversé, cette production peut faire partie d'un plan de satisfaction des besoins du peuple. C'est cela l'objectif du socialisme. Le seul vrai parti de gauche, qui lutte pour l'instauration du socialisme, c'est le PTB.

Se soumettre à la compétitivité ou lutter pour faire payer les maîtres de Forges ?

Vous dites que votre lutte pour le maintien de Clabecq est très difficile, car l'usine accuse des pertes. Vous dites que chaque franc mis dans Clabecq doit être supporté par la population entière. Aujourd'hui vous voulez faire payer à la population le 1,5 milliard que vous promettez à Clabecq. La question centrale est, comme pour l'enseignement : qui doit payer ? Les contribuables ou ceux qui se sont engraisés sur le dos des sidérurgistes ? Nous voulons qu'Albert Frère et la Société Générale, les Dessy, les Germeau et les Boël, constituent un fond, à leurs frais, pour payer les investissements nécessaires au maintien des outils sidérurgiques, par exemple les cinq milliards nécessaires à Clabecq. La lutte obligera à leur imposer ce fonds et à exproprier ce qui reste comme gros actionnaires privés dans la sidérurgie belgo-luxembourgeoise.

Qui vous applaudit ?

Monsieur le ministre-président, votre cote de popularité à la Bourse est très bonne. Le cours des actions Clabecq est monté depuis que la faillite est provisoirement écartée. Nous vous recommandons d'y rejoindre vos amis, avec M. Gandois !

Les sidérurgistes ont donné le meilleur d'eux-mêmes, mais ils ont été souvent trompés et démoralisés par les dirigeants du PS (et du PSC). On leur a répété des milliers de fois : il faut plier, sinon on ferme. Mais n'y a-t-il pas de meilleur exemple pour contrer ce mensonge que l'expérience des travailleurs de Clabecq ? Dans le plan Gandois de 1983, ils étaient déjà condamnés ! C'est uniquement grâce à leurs luttes qu'ils sont toujours là ! Depuis vingt ans, le PTB lutte contre toute fermeture et pour le maintien de tous les emplois. A plusieurs reprises, il a organisé des rencontres entre sidérurgistes flamands et wallons, entre ouvriers d'outils dits rentables et dits vétustes. Il est la seule force politique avec une alternative pour la lutte d'aujourd'hui et un projet de société réellement socialiste. Il informe les sidérurgistes et met son organisation au service de leur lutte. Les ouvriers socialistes doivent tirer les leçons d'un siècle de trahisons de leurs dirigeants. La question essentielle, c'est capitalisme ou socialisme, collaboration avec les exploités ou lutte de classe, dictature de la bourgeoisie ou dictature des travailleurs.

Nous appelons les travailleurs combattifs, y compris ceux de votre parti, à tirer les conclusions qui s'imposent. Ils ne peuvent nullement faire confiance à un parti qui sert le grand capital. Mais ils peuvent rejoindre le PTB qui défend les idéaux du socialisme, et qui est aussi le meilleur soutien à la lutte pour le maintien des emplois et pour le retrait total du plan Gandois !

(1) Solidaire, 19.6.96. (2) Le Soir, 8.6.96. (3) Le Monde, 10.6.96. (4) Forges de Clabecq, Viabilité à long terme de la sidérurgie wallonne, 23 mai 1996.



"Après Gandois", le retour à l'état sauvage, dénonçaient ces sidérurgistes liégeois en 1983. Ca reste actuel.

Bon pour information

Travailleurs de Clabecq, Boël, Sidmar et Cockerill Sambre, unissez-vous pour le retrait total du plan Gandois !

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Entreprise : Secteur :

Téléphone :

- Envoyez-moi ... exemplaires de la lettre ouverte à Collignon.
- Envoyez-moi ... affiches de solidarité avec Clabecq "Clabecq en danger".
- Je veux recevoir gratuitement pendant cinq semaines Solidaire, l'hebdomadaire du PTB.
- Je veux organiser une soirée sur Clabecq/ sur le plan Gandois chez moi.
- Je veux participer à la diffusion de toutes-boîtes dans ma commune.
- Je veux participer à un voyage à Eko Stahl en ex-RDA.
- Je veux plus d'informations sur le PTB.

Soutien. Le matériel réalisé par le PTB pour la lutte contre le plan Gandois (affiches, toutes-boîtes, auto-collants) coûte cher
 Je veux soutenir financièrement cette campagne en versant FB sur le compte 001-1151486-75 du fond de soutien PTB avec la mention "campagne contre Gandois".

A renvoyer au PTB, bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles ou à remettre à un de nos militants ou à une de nos maisons médicales ou secrétariats.

Les parents de Stéphane portent plainte pour meurtre

Les policiers d'Arlon terrorisent les amis de leur victime

Les parents de Stéphane Huet, tué par un policier le 9 juin, ont porté plainte pour meurtre. Mais le bourgmestre Larcier (PS) met tout en oeuvre pour empêcher que justice soit rendue. Arlon est devenu un véritable laboratoire de l'intimidation policière conduite par le PS.

Thierry Warmoes

Police et gendarmerie sont omniprésentes à Arlon, les contrôles d'identité réguliers. A la sortie d'une soirée de commémoration, le jour de l'enterrement, tous les jeunes ont été contrôlés. Certains sont suivis par des policiers en civil. Plusieurs d'entre eux ont été convoqués à la police judiciaire (PJ). On leur reproche d'être "manipulés par le PTB". La PJ dispose de Solidaire et des tracts de Rebelle distribués à Arlon. Le bourgmestre est même en possession d'un fax envoyé à un jeune depuis un secrétariat du PTB. Comment l'a-t-il obtenu ? Mystère et boule de gomme...

Tous ces faits s'ajoutent à ceux déjà rapportés dans Solidaire n° 26 : passage à tabac et arrestation administrative après une manifestation pacifique, envoi de pelotons anti-émeutes, présence provocatrice de la police le jour de l'enterrement, licenciements, incrimination dans la presse, etc. En même temps, le bourgmestre multiplie les "gestes de bonne

volonté" vis-à-vis des jeunes : il les a reçus dans son bureau. On parle de matchs de foot avec la police, d'une maison de jeunes, etc. Des jeunes ont été abordés par des gendarmes "compréhensifs" et même par le policier qui a tué Stéphane ...

Les parents de Stéphane montrent l'exemple : justice doit être rendue !

Le but poursuivi est clair : intimider les jeunes afin d'empêcher toute prise de conscience et toute action pour obtenir justice. Le premier objectif à atteindre étant de neutraliser l'influence croissante du PTB. Le Parti du Travail de Belgique est un petit parti et non implanté dans la région. Mais il est le seul à avoir soutenu et aidé les amis et la famille de Stéphane. Le bourgmestre et les services de police savent très bien d'où vient le danger principal : seul le PTB est



Stéphane (24 ans) abattu par un policier d'Arlon. Qui veut empêcher que justice soit faite ?

en mesure d'organiser ces jeunes et d'orienter leur lutte contre le système capitaliste, responsable

de leur misère. Certains cherchent un emploi, d'autres ont un casier judiciaire,

sont en liberté provisoire ou sont connus pour des faits de drogue. On comprend leur inquiétude. Un véritable climat de peur s'est installé. Les jeunes n'osent plus faire circuler leur pétition. Certains ont même demandé d'en être rayé. Malgré leur sympathie pour le PTB, des jeunes nous ont demandé de ne plus les contacter. Mais accepter l'intimidation, c'est renoncer à la lutte, c'est accepter ce système criminel et condamné qu'est le capitalisme, c'est accepter aussi le meurtre de Stéphane. Aux intimidations, il faut opposer la solidarité et la mobilisation, comme les étudiants et les enseignants lors du procès de Jamal, acquitté à Liège. Ils ont gagné.

Les parents de Stéphane montrent également l'exemple. Ils ont porté plainte pour meurtre et disent : «Notre peine est immense. Elle ne fera pas taire notre indignation devant l'injustice. Que les autorités communales d'Arlon, en particulier le bourgmestre, aient immédiatement justifié le geste du policier responsable de la mort de notre fils nous heurte. (...) Soutenus par les nombreuses personnes qui nous ont manifesté leur sympathie et leur solidarité, nous sommes résolus à obtenir que toute la lumière soit faite sur les circonstances de la mort de notre fils, à qui nous voulons que justice soit rendue».

La loi anti-réfugiés de Vande Lanotte est votée

Méthodes dictatoriales de Dehaene et Vande Lanotte

Norbert Van Overloop

La loi très contestée de Vande Lanotte sur les demandeurs d'asile a été votée au Sénat le 27 juin 1996. Au début de la séance, Jules Fermon, auteur du livre "Het salon is vol - België, vreemdelingen en mensenrechten" (Le salon est plein - la Belgique, les étrangers et les droits de l'homme), s'était présenté avec des membres des organisations antiracistes Frontières ouvertes et Truth pour distribuer son ouvrage aux sénateurs. Le président du sénat s'y est opposé. Les sénateurs Boutmans (Agalev) et Anciaux (Volksumie) ont donc accepté de le distribuer à sa place. Vande Lanotte a lui aussi reçu un exemplaire. Les sénateurs ont également reçu un texte intitulé "Le débat fondamental sur la politique de l'immigration commence par le retrait de la loi Vande Lanotte". Le texte précisait notamment : «Le Sénat a aujourd'hui une chance unique de mener et de renforcer le débat. Il suffit d'adopter un seul amendement pour que la loi ne puisse entrer en vigueur. Dans ce cas, le projet devra retourner à la Chambre des

représentants. Cela permettra de soumettre à un nouveau débat une loi très antidémocratique et inhumaine».

La manière dont cette loi a passé par le Sénat montre le niveau de fascisation de l'Etat belge. Vande Lanotte a interdit aux partis de la majorité d'introduire des amendements. Joëlle Milquet (PSC) a dû ravalé ses 38 amendements. La sénatrice CVP Bea Cantillon a menacé : «Si rien ne change, toute notre faction s'abstiendra. Cette loi n'est pas basée sur une vision solidaire et humaine, mais sur des conceptions étroites et même perverses» (1).

Après avoir tancé à huis clos les fractions de la majorité, Vande Lanotte a imposé sa volonté.

Deux livres, deux mondes

Mais pour Frontières Ouvertes, la lutte n'est pas terminée. Vande Lanotte sortira un livre à la fin du mois de septembre 1996, sous le titre "Vluchten kan niet meer" (Il n'est plus possible de fuir). Partout où il ira promouvoir son livre, on

lui soumettra par des exemples concrets de la vie de tous les jours le caractère inhumain de sa politique. La lutte contre sa politique de déportation et contre la détention illimitée seront le premier point de l'agenda.

Dans un autre livre, "Het salon is vol - België, vreemdelingen en mensenrechten" (Le salon est plein - La Belgique, les étrangers et les droits de l'homme), Jules Fermon donne la parole à Madame S...

Elle s'est mariée au Pakistan avec son compagnon pakistanais, avec lequel elle vivait depuis quelques années, avant qu'il ne soit expulsé de Belgique. Depuis des mois, ils tentent d'obtenir pour le mari un visa afin qu'il puisse venir en Belgique.

L'ambassade belge au Pakistan multiplie les prétextes pour lui refuser. A présent, on lui a déclaré que ce visa ne pouvait être accordé à cause de son témoignage dans ce livre. Un coup bas, porté par le service des étrangers de Vande Lanotte. Voilà la politique actuelle. Celui qui parle est puni.

(1) De Morgen, 28 juin 1996.



Invitez un réfugié à Noël et Nouvel An

Des personnes arrivées en Belgique après un périple douloureux en fuyant la répression et la faim sont traitées comme des criminels par le "socialiste" Vande Lanotte. Il les pourchasse, les maintient en détention pour les placer au plus vite dans l'avion. Une politique que nous ne pouvons tolérer et qui demande

notre solidarité, en premier lieu avec les réfugiés eux-mêmes. Nous cherchons donc des familles qui acceptent d'accueillir une personne réfugiée pendant la période des vacances de Noël.

Renseignements : Frontières ouvertes, chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles, tél. : 02/245.84.11.

Réfugiés : la loi Vande Lanotte vécue au quotidien

Un père, une mère et leurs trois enfants derrière les barbelés du Centre 127 bis

Demandeur d'asile, le kurde Cemal Dogan vit à Fleurus (Charle-roi) depuis 1991 avec sa femme et ses trois enfants. Le dernier est né en Belgique. Les enfants vont à l'école à Fleurus. Le 5 juin, toute la famille a été internée dans le camp de Steenokkerzeel. Tous risquent l'expulsion vers le Kurdistan turc en guerre où leur vie est menacée.

Myriam De Ly

Cemal Dogan a introduit une troisième demande de statut de réfugié au début de ce mois. Convoqué au Petit-Château pour un interview, il devait revenir le lendemain avec toute la famille. C'était un piège : ils ont tous été arrêtés.

Des enfants en prison

Les proches et les amis de Cemal s'inquiètent. Avec Frontières Ouvertes, ils organisent une conférence de presse. Ils sont une cinquantaine à témoigner devant les journalistes du danger que Cemal court s'il est expulsé. Cela à cause de l'oppression et de la persécution quotidiennes au Kurdistan turc. Toute référence à l'identité kurde est interdite, où les villages sont brûlés, la population arrêtée, torturée, assassinée. Le cousin de Cemal a été tué par les militaires, ses amis ont été arrêtés. Plusieurs membres de sa famille sont réfugiés en Belgique et en Allemagne. Mais le Commissaire



Gazal Dogan (la maman) et ses trois enfants, Gulhan, 12 ans, l'ainée, Lasan, 6 ans, la seconde et le petit Ahmet, 4 ans, risquent d'être expulsés avec le papa vers le Kurdistan en guerre. Leur vie est en danger ! Vous pouvez les aider en faxant votre protestation au ministre de l'Intérieur.

Général a refusé pour la troisième fois de lui accorder le statut. Yasmina, une cousine, est allée voir la famille à Steenokkerzeel. «Les enfants sont malades. Ils dorment sur des matelas pneumatiques. Ils ont des problèmes d'allergie.» Leur avocat, Jan Fermon, témoigne : «Le petit garçon de 4 ans a été témoin lundi d'une tentative de suicide d'un autre réfugié, qui s'est ouvert les veines. On ne peut calculer les effets psychologiques que cela risque de provoquer chez l'enfant.» Le récit

bouleverse les journalistes présents à la conférence de presse. Marie-Claire Blaimont écrit dans la Nouvelle Gazette : «Trois jeunes enfants sont enfermés depuis trois semaines derrière des barbelés, parce que leur papa a commis l'erreur de croire qu'il pourrait s'installer ici avec eux. Trois enfants qui auraient dû achever leur année scolaire, faire leurs bilans, penser aux vacances, ont droit à une heure de promenade dans la cour tous les jours.» Nelly Brousmiche dans le Rappel : «Que

le ministère de l'Intérieur cautionne l'enfermement violent ainsi les droits les plus vitaux des enfants, cela ne peut être accepté.»

Empêchez l'expulsion !

Un recours a été introduit au Conseil d'Etat. Mais le danger est très grand que la famille soit expulsée. Frontières Ouvertes et les amis kurdes lancent un appel urgent à toutes les organisations et personnalités belges : envoyez un fax au Ministère de l'Intérieur, à

l'attention du Ministre Vande Lanotte (02/504 85 00 ou 02/504 85 80), en demandant la libération immédiate de la famille Dogan et d'accorder au père de famille le statut de réfugié. Envoyez un double à l'avocat, Jan Fermon : Fax : 02/ 215 80 20. Affiches et pétitions disponibles auprès de "Frontières Ouvertes", Tél. : 02/245 84 11.

Action de soutien à la famille Dogan, dimanche 7 juillet, 10h, marché de Charleroi, pl Charles II.

Ecrivez donc au gouvernement !

Campagne d'Objectif 479.917 : "Mon argument pour les droits égaux"

Fred Detaeye

Durant cet été, le mouvement antiraciste Objectif 479.917 proposera aux participants des festivals de prendre part à la campagne "Mon argument pour les droits égaux". Le dépliant de l'action présente quatre arguments en faveur de l'octroi automatique de la nationalité belge. Mais Objectif veut confronter le gouvernement à vos propres arguments. Pour que la campagne soit un succès, Objectif recherche des collaborateurs disposés à récolter des arguments dans leur école, leur maison de jeunes ou leur quartier... L'absence de droits égaux a des

conséquences de plus en plus intolérables. Nombre de jeunes immigrés se voient refuser l'accès à l'école de leur choix. Certains parents doivent s'adresser à une dizaine d'écoles avant d'obtenir l'inscription de leur fils ou fille. Ecole sans racisme (09/233 31 85) organise des actions depuis quelques années contre ces refus. Les parents et les jeunes qui veulent protester contre un refus d'inscription peuvent s'adresser à cette organisation.

Entre-temps, le gouvernement maintient l'inégalité. En réponse au million de signatures exigeant l'égalité totale des droits, le

gouvernement a assoupli la procédure de naturalisation, via la loi Erdman. Selon cette nouvelle loi, les immigrés sont obligés de remplir un formulaire de 12 pages, et de recueillir des recommandations de Belges pour prouver qu'ils sont "intégrés". Une commission de la Chambre décidera alors s'ils satisfont aux conditions pour être Belges. Avant de recevoir les droits égaux, les immigrés sont contrôlés comme du bétail.

C'est pourquoi Objectif 479.917 poursuit le combat pour l'octroi automatique de la nationalité belge. Grâce à la campagne "Mon argument pour les droits égaux", le

mouvement antiraciste veut continuer à exercer sa pression sur les partis bourgeois et le gouvernement. Jusqu'à ce que la nationalité soit accordée automatiquement aux immigrés après cinq ans. En mars prochain, Objectif compte apporter au gouvernement un livre blanc volumineux, bourré d'arguments, et exiger que le projet de loi Harnie soit adopté comme loi.

Quelques arguments déjà ren- trés... Jean de Liège considère que nous vivons dans l'apartheid. Il soutient Objectif «parce que tous les travailleurs doivent avoir les mêmes droits». Mieke fréquente une école à Alken où près de la

moitié des élèves sont immigrés. «C'est la plus belle famille que j'aie jamais connue». Aussi ne supporte-t-elle pas que sa meilleure amie soit l'objet de tracasseries et d'insultes parce qu'elle n'est pas belge. «C'est pourquoi je soutiens avec toute la Belgique (hormis ce stupide gouvernement) notre Objectif.» Sophie de Staden observe : «Si les immigrés doivent payer des impôts, il faut également qu'ils aient les mêmes droits que les Belges.»

Envoyez votre argument à Objectif rue de la Caserne 68 à 1000 Bruxelles ou donnez un coup de main aux festivals d'été.

Ziouganov vote-t-il pour Eltsine ?

Jef Bossuyt

Le 24 mars 1993, Ziouganov fait à nouveau enregistrer le Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR). Mais 600.000 membres enthousiastes ne suffisent pas à établir un programme communiste. Au contraire, celui-ci est écrit sur mesure pour les patrons. Son résultat décevant lors du premier tour a incité Ziouganov à virer encore plus à droite. Il appelle à un gouvernement d'union nationale avec Eltsine et avec tout le monde, excepté les communistes révolutionnaires.

Le Parti communiste des bolcheviks de l'Union soviétique et le Parti communiste ouvrier de Russie en tirent les conclusions.

«Le résultat principal des campagnes présidentielles qui viennent de se dérouler est le renforcement du capital monopolistique d'Etat en Russie. Le régime présidentiel est dorénavant inscrit dans la constitution. Le premier président de Russie prêtait encore serment devant la constitution de l'URSS. Cela signifiait en fait que son pouvoir n'était pas constitutionnel. Aujourd'hui, il est élu selon la constitution réactionnaire et bourgeoise et prêtera serment devant cette constitution. La légalisation de la présidence exprime les intérêts des rois non couronnés de l'économie russe et des oligarchies financières. Plus de la moitié de la production

russe est concentrée dans les mains de 30 supermonopoles et groupes industriels et financiers. Les trois quarts du capital est contrôlé par 20 superbanques. Le grand capital exige des mesures dures pour imposer un ordre strict. Il veut aujourd'hui un contrôle complet et des décisions politiques prévisibles. Cela nécessite également le renforcement du pouvoir présidentiel, qui traduit le mieux les intérêts principaux du capital monopolistique. Les élections présidentielles ont résolu la question de savoir s'il faut laisser le pouvoir au centre "droite" autour d'Eltsine ou s'il faut au contraire, vu les tensions sociales accrues, transférer provisoirement le

pouvoir au centre "gauche" autour de Ziouganov. La propagande bourgeoise et pseudo-communiste présente cette lutte de manière démagogique comme étant une contradiction entre les tendances capitalistes et socialistes.

Les élections présidentielles ont aiguë à l'extrême les contradictions dans la société russe et dans la classe dominante. Au travers de l'attitude des candidats pendant les meetings électoraux, le pouvoir du capital s'est démasqué lui-même. En contrepoint, le général Lebed a été avancé pour occuper les devants de la politique russe. Il doit verrouiller la réforme bourgeoise de manière irréversible.

Les prétentions de Lebed à la première place sur l'échelon du pouvoir témoignent de la tendance croissante vers la militarisation dans les plus hautes sphères politiques de la Russie actuelle.

Premier tour d'une énorme tromperie du peuple

Pendant la période électorale, les partisans d'Eltsine ont déclenché une hystérie anti-communiste sauvage. Formellement, celle-ci était dirigée contre Ziouganov et son bloc. Mais il n'est un secret pour personne que Ziouganov n'est pas du tout

"Ziouganov ai les pleins pou

Déclaration de Nina Andreieva (*) s

un communiste. En réalité, les flèches de la campagne anticommuniste visaient les vrais communistes et patriotes. Aujourd'hui, on jette les bases d'une politique de persécution qui pourra s'ouvrir demain.

La véritable sensation du premier tour de la "grande tromperie du peuple" a été la faible participation des électeurs. Celle-ci est restée très inférieure aux prévisions. Le lavage de cerveaux continué effectué par les médias n'a pas réussi à convaincre, pas plus que les pressions et l'agitation de l'ensemble de la bourgeoisie. Les ordres des commandants militaires, les prêches des curés, les menaces des patrons d'usine sont restés sans effet. Plus d'un tiers des électeurs sont restés chez eux.

Les élections ont, néanmoins, eu lieu et c'était l'essentiel, pour reprendre les termes d'Eltsine. Mais le président n'a pas précisé que c'est à Ziouganov que

revient un grand mérite dans ce résultat, car il a apporté 32 % du corps électoral. En 1993, Ziouganov a, en fait, aidé Eltsine à obtenir l'adoption de sa constitution. En 1996, il a sauvé le régime d'une défaite politique. L'échec des élections aurait mis fin aux pleins pouvoirs d'Eltsine dans six mois et aurait conduit à une instabilité politique et sociale croissante. Ziouganov a non seulement légitimé la présidence d'Eltsine, mais il a également prolongé les pleins pouvoirs d'Eltsine d'un nouveau terme. Le régime se stabilise. Plus que quiconque, Ziouganov et ses amis ont mérité la reconnaissance d'Eltsine. Ils ont contribué à la participation des gens aux élections».

(*) "Sur les résultats du premier tour des élections présidentielles en Russie", déclaration du Comité central du PCBUS-Andreieva, 17 juin 1996.

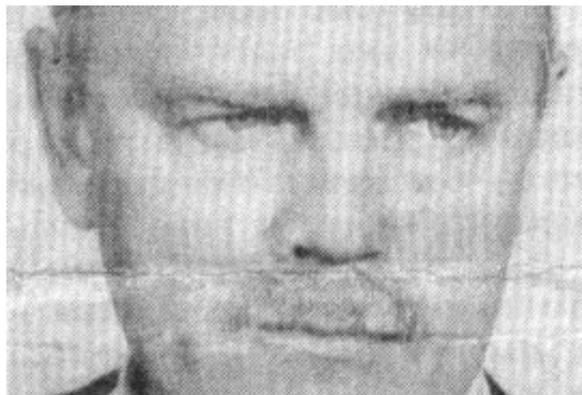
"Eltsine recule, Lebed provoque"

Interview de Victor Tioulkine (Parti Communiste ouvrier de Russie)

Le Parti communiste ouvrier de Russie (*) a soutenu la candidature de Ziouganov, malgré des critiques sévères, dans le but d'utiliser les élections comme campagne de lutte pour le rétablissement de l'Union soviétique. Nous nous sommes entretenus avec le premier secrétaire Victor Tioulkine.

Quelles conclusions tirez-vous du premier tour des élections présidentielles ?

Victor Tioulkine. Eltsine n'est pas parvenu à réaliser ses prévisions et ses ambitions. Il avait cru gagner au premier tour. Il avait diffusé des prévisions optimistes pour tromper l'opinion pu-



Victor Tioulkine.

blique. Le nombre de voix recueillies par Eltsine importe moins que celles qu'il a perdues. Lorsqu'il participait pour la première fois à des élections, lors des légis-

latives de 1989, il a obtenu 89 % des voix. En 1991, lors des présidentielles, son score est descendu à 57 %, soit 46 millions de voix. Le référendum de confiance

d'avril 1993 ne lui a rapporté que 40 millions de voix. Lorsqu'il a fait tirer sur le parlement en octobre 1993, 30 millions d'électeurs seulement ont encore voté pour sa constitution. Et dimanche dernier, il n'a plus récolté que 25 millions de voix. Il ne cesse de reculer. Sa démagogie passe de moins en moins bien.

Quel rôle le général Lebed a-t-il joué ?

Victor Tioulkine. Lebed est un provocateur. Son rôle était connu longtemps d'avance et il consistait à arracher le plus possible de voix aux communistes. Il récolte les voix de ceux qui

se laissent prendre à des slogans faciles, comme celui de la "grande nation russe". Avant l'élection, il était d'accord avec tous les slogans de l'opposition. Une fois élu sur cette base, il a conclu un accord avec Eltsine, comme Iavlinski. Cela démontre qu'il a la même position de classe qu'Eltsine.

Quel est votre appel pour le second tour ?

Victor Tioulkine. Nous appelons à voter pour Ziouganov. Son programme représente un progrès sur la voie du développement de la démocratie bourgeoise, par rapport à l'absolutisme

d'Eltsine. Appeler à boycotter les élections ou à voter contre les deux candidats n'est correcte qu'en théorie. Dans la pratique, c'est impossible à réaliser. Les gens ne suivront pas. Face aux travailleurs, il faut démasquer les mécanismes du premier tour. Ziouganov ne le fait pas, il préfère chercher des accords avec les autres candidats.

(*) Victor Tioulkine est le premier secrétaire du PCOR dont la section moscovite est dirigée par Victor Anpilov. Dans le parlement russe, le parti est représenté par le député Vladimir Grigoriev. Aux élections législatives de 1995, le parti a obtenu 3.137.000 de voix.

L'ultime capitulation de Ziouganov

Après la nomination de Lebed à la tête du conseil de sécurité, Ziouganov s'est adressé lors d'une conférence de presse à des alliés éventuels en leur promettant nombre de portefeuilles ministériels : «Nous ne vous avons pas proposé de construire le communisme, mais de mener une politique nationale, qui doit assurer le développement de l'Etat et la sécurité du citoyen, qui

permettra à chacun de développer ses talents et ses possibilités. Nous n'avons pas parlé d'un gouvernement communiste, mais d'un gouvernement qui jouit de la confiance du peuple, d'une coalition. A monsieur Lebed, nous proposerons une bonne fonction et il pourra travailler tranquillement. Nous souhaitons des pourparlers avec Jirinovski. Dans sa fraction, il y a des

hommes de talent». Comme premier ministre dans son gouvernement éventuel, Ziouganov a désigné Lapchine (Parti agraire) ou même Louchkov, le bourgmestre de Moscou, un fidèle partisan d'Eltsine, qui a résolument rejeté cette proposition (1).

Quelques jours plus tard, Ziouganov glisse davantage vers la droite : il propose un

gouvernement d'union nationale avec un tiers de ministres du gouvernement d'Eltsine, un tiers de ministres "communistes" (mais des communistes radicaux comme Anpilov ou Makasiov ne figurent pas sur la liste) et un tiers de ministres venant des autres forces politiques.

Des commentateurs occidentaux estiment que Ziou-

ganov accepte uniquement cette ultime concession parce qu'il a perdu tout espoir de gagner les élections. Sergueï Medvedev, un conseiller d'Eltsine, a déclaré au journal de la télévision russe : «Ziouganov reprend une idée qui nous appartient. Nous lui avions déjà proposé de créer une commission commune en vue d'élaborer un accord social». Le général Lebed

s'intéresse également à la proposition de Ziouganov : «Si nous voulons la stabilité et le calme, un gouvernement de coalition est indispensable. Mais si les communistes se préoccupent tellement du sort des ouvriers, il vaudra mieux qu'on leur donne le ministère du Travail».

(1) Journal télévisé ORT, 19 juin 1996

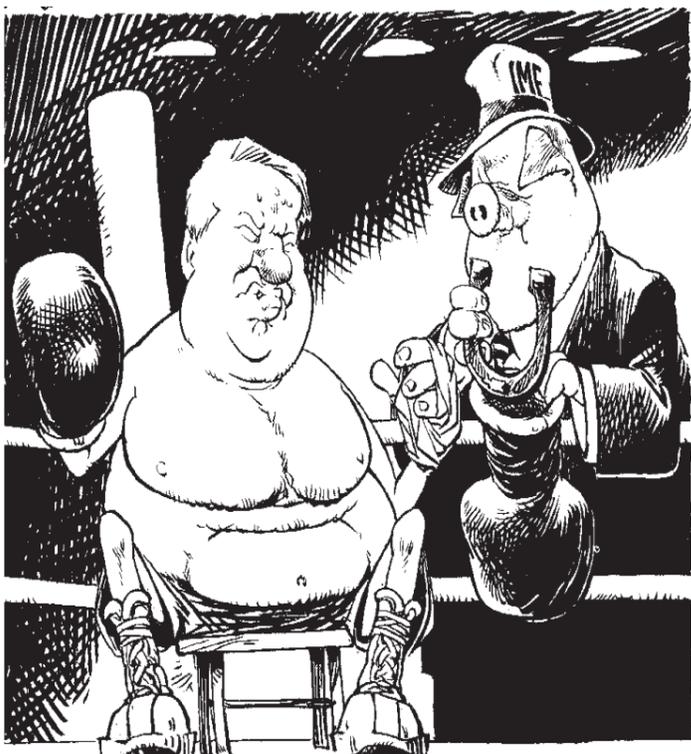
Un spectre communiste Ziouganov,

l'aide Eltsine à obtenir "pouvoirs"

a (*) sur les élections présidentielles en Russie



Un spectre hante les hommes d'affaires. Un de leurs magazines en fait un film d'horreur : «Déjà vu en Europe de l'Est. Bientôt en Russie... Le communisme, il est vivant ! Juste au moment où vous pensiez que la démocratie était sauvée. D'après une idée de Karl Marx, en vedette Guennadi Ziouganov, avec participation exceptionnelle de Vladimir Jirinovski.»



Les bolcheviks voteront au second tour

L'appel du PCBUS à ne pas participer aux élections reflétait la volonté politique d'environ 40% des électeurs. Car c'est la proportion d'électeurs qui n'ont pas voté ou ont voté "contre tous les candidats". Cela confirme la justesse de la décision du 2ème Congrès du PCBUS invitant à ne pas participer à cette "élection sans choix" et à ne pas jouer le jeu selon les règles du régime dominant. Pour le deuxième tour des élections présidentielles, il n'y a pas de seuil fixant le nombre minimum de partici-

pants, comme c'était le cas au premier tour. Le PCBUS a donc appelé cette fois à participer et à voter contre les deux candidats dominants. Ainsi, on exprime sa méfiance à l'égard de leur politique et on condamne le régime actuel ainsi que l'institution présidentielle imposée aux soviétiques par une contre-révolution bourgeoise.

Ce n'est pas la république bourgeoise mais la république des soviets qui sauvera le pays de la crise, de la destruction et de la perte.

L'opportunisme de Ziouganov



Le journaliste communiste Alexandre Golovenko décrit l'opportunisme de Ziouganov comme suit : «Pendant la perestroïka de Gorbatchev, il fait croire aux deux camps qu'il est avec eux.

En juillet 1991, lors du putsch, il ne participe en rien aux événements. "L'avant-garde des traîtres du parti, dont Ziouganov, se cachent dans leurs trous", écrit alors Routsikoï, ancien vice-président, passé dans l'opposition. Le Parti communiste est dissous.

Ziouganov, trouve une famille d'accueil chez les nationalistes, au sein du Front du salut national et du comité éditorial du journal nationaliste Dien. Là, il mêle au communisme, le nationalisme, l'orthodoxie et les valeurs traditionnelles russes.

En octobre 1993, Boris Eltsine lance ses chars à

l'assaut du parlement, où l'opposition s'est retranchée. Après avoir soutenu publiquement la révolte, Guennadi Ziouganov disparaît dès le blocus du parlement.

On le croit arrêté. Il réapparaît à la télé en direct le 3 octobre, et demande au peuple "de ne pas participer à des manifestations ou des grèves". "Ce fut un coup de couteau dans le dos", estime Chasboulatov, qui dirige la révolte. Devenu chef des communistes au Parlement russe, il met fin aux mouvements de rue et impose la voix parlementaire.

Cette tendance à éviter l'affrontement l'a aujourd'hui poussé à se prononcer pour un compromis "historique" avec Eltsine, souhaité par une partie de l'entourage présidentiel.»

(Le Monde, 18.6.96)

Pour ou contre le pouvoir des soviets ?

Le Parti communiste ouvrier de Russie (PCOR) a soutenu la campagne électorale de Ziouganov, tout en critiquant son opportunisme. Au cinquième congrès de son parti, Victor Tioulkine a déclaré : «Les rapports de force actuels ne permettent pas encore à l'opposition communiste de remettre le pays sur la voie du socialisme. Les programmes électoraux de tous les candidats renforcent de diverses manières le retour du capitalisme. Le programme de Ziouganov se limite à des promesses à propos d'un meilleur contrôle du président par le parlement et du parlement par le peu-

ple. Il contient quelques revendications progressistes, comme la propriété publique des terres et des richesses du sous-sol, le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur des matières premières et des produits stratégiques, le soutien aux producteurs patriotes, une régulation renforcée de l'économie par l'Etat. Mais Ziouganov ne pose pas la question fondamentale du mouvement, à savoir le rétablissement des soviets comme pouvoir des travailleurs. Son programme permet uniquement d'amortir les chocs provoqués par la course choisie.» (Cinquième Congrès du PCOR, avril 1996)

Tioulkine : rien à espérer de Ziouganov

Au congrès du parti, Tioulkine a encore souligné que «le PCOR combat le régime dictatorial d'Eltsine qui est vendu à l'étranger et qui tend vers le fascisme. Dans cette lutte, nous considérons qu'il est nécessaire de collaborer avec toutes les forces d'opposition d'orientation social-démocrate. Le PCOR se base

notamment sur le principe léniniste selon lequel le but principal est d'accélérer la chute de l'ennemi commun. Mais pour nous-mêmes, nous n'attendons rien de cet allié temporaire et nous ne lui faisons pas de concessions.»

(Cinquième Congrès du PCOR, avril 1996)



Tutsis brûlés vifs : la nonne arme les assassins

Hilde Meesters

Imaginez : une mère supérieure déclare aux soldats qu'elle ne veut pas de sang tutsi dans son cloître et pousse des petits enfants implorant sa protection dans les bras des assassins. Une autre religieuse livre un employé du couvent aux assassins, fournit de l'essence et les regarde mettre le feu à cet homme... Ca s'est passé en avril 1994 à Sovu, près de Butare (Rwanda).

Les deux religieuses, Gertrude Mukangango et Julienne Kizito, n'ont pas été arrêtées. Elles vivent depuis deux ans dans des abbayes belges (photo) sans être inquiétées ! (voir aussi p. 16-17) Des témoignages recueillis par l'organisation "African Rights". (1)

Deux couvents belges protègent deux meurtrières rwandaises

Soeur Gertrude et soeur Kizito complices du massacre de 7.000 Rwandais

Le 16 avril 1994, des bandes armées commencent à piller et à mettre le feu aux maisons sur les collines de la région de Sovu (Butare). Les femmes et les enfants, en majorité tutsis, se réfugient dans le centre de santé de Sovu, à une centaine de mètres du cloître bénédictin.

Consolée Mukeshimana, mère de deux enfants, est originaire de la commune de Ruhashya à Butare. Voici son témoignage : «Le 17 avril, j'ai fui, comme la plupart des femmes et des enfants de notre colline, vers le centre de santé. Nos hommes étaient restés pour arrêter les assaillants. Dans le centre, nous n'avons pas bénéficié de l'aide des soeurs bénédictines de Sovu. (...) Elles ont envoyé un homme pour noter nos noms afin de nous procurer à manger. Mais par la suite, elles n'ont rien donné. Ce jour, nous étions déjà 3.500. (...) Le 20 avril, nos hommes sont arrivés eux aussi. Ils ne pouvaient plus résister aux attaques des milices. (...) Le 21 avril, vers 9h30, les Interahamwe ou plutôt les Hutus de Sovu nous ont attaqués. Ils ont jeté des grenades dans le centre de santé et nous nous sommes dispersés. Nous étions à peu près 7.000 réfugiés venant de Mubuga au Gikongoro et d'autres communes de Butare, comme Gishamvu, Maraba, Huye, etc....»

Soeur Gertrude : «Je ne veux pas que mon monastère soit détruit à cause des Tutsis»

De nombreux survivants ont fui vers le monastère de Sovu, où ils se sont trouvés devant une porte verrouillée. Ils ont décidé de percer un trou dans le mur. Consolée est parvenue à entrer et elle s'est retrouvée dans une petite pièce, en compagnie d'une autre femme et de deux enfants. Gertrude



L'abbesse Gertrude a poussé les réfugiés dans les bras des assassins.

de Mukangango, la mère supérieure, ne les a pas à proprement parler accueillis à bras ouverts. Consolée : «Quand elle a vu les gens dans la pièce, elle est venue les menacer pour qu'ils quittent la pièce et sortent. J'ai dit que nous refusions de quitter la pièce et que nous allions nous coucher. Elle m'a dit que nous allions le regretter. Elle est sortie immédiatement et elle est partie avec le nouveau minibus Mazda que la communauté venait d'acheter. Quelques minutes plus tard, elle est revenue avec un policier de Huye, Joseph Bizimana, et six soldats dans son minibus. Elle venait de la maison du bourgmestre. Elle a dit aux soldats : «Les voici, ils ont refusé de quitter la pièce». Les soldats nous ont chassés en nous poussant avec leurs fusils et leurs matraques. J'étais enceinte à ce moment. Nous sommes arrivés dehors, où un



Des survivants et des témoins confirment : soeur Kizito a distribué le pétrole avec lequel les gens ont été brûlés vifs.

grand nombre de réfugiés étaient assis devant la chapelle de Sovu. Pas encore satisfaite, Gertrude a demandé aux soldats de nous chasser du monastère, disant que le monastère ne pouvait risquer la destruction à cause des Tutsis. (...) Les soldats nous ont forcés à retourner au centre de santé. Nous y sommes restés toute la journée du 22 avril.»

Le 22 avril, les réfugiés entendent des explosions de grenades : elles proviennent du cloître de Gihindamuyaga, situé à un kilomètre et demi de Sovu, où les Tutsis sont assassinés.

Le 23 avril, les assassins arrivent à Sovu. Des paysans Hutus des villages avoisinants, des militaires retraités, des policiers et des Interahamwe (2), armés de machettes et de pierres commencent un véritable massacre qui durera de 9 heures du matin à 17 heures.

Le 23 avril, 8 heures du matin. Parmi les policiers et les soldats, Consolée voit également soeur Julienne Kizito. Consolée : «Avant que l'attaque commence, j'ai vu une soeur de Sovu, maman Julienne Kizito, au milieu des criminels. Elle avait à côté d'elle un jerricane de pétrole et elle tenait une liste à la main. Elle a donné le jerricane à un criminel que je n'ai pu reconnaître. Le massacre a débuté à 9 heures du matin et a continué jusqu'à 17 heures. La maison où je m'étais réfugiée a été incendiée à 14 heures.» Consolée a survécu à ses blessures.

Soeur Kizito surnommée "Gapyisi" (l'animal)

Des centaines de femmes et d'enfants qui se cachent dans le

garage du centre de santé sont découverts et brûlés vifs. Soeur Julienne Kizito donne aux milices l'essence nécessaire. A la fin de la journée, il n'y a presque pas de survivants. Des milliers de cadavres jonchent le sol. Le lendemain, les assassins reviennent pour achever le travail. Ils détoussent les cadavres. Kizito y prend part, elle aussi.

Domatille Mukabanza, une paysanne de la communauté de Kigarama à Sovu confirme entièrement le témoignage de Consolée. Cinq de ses six enfants ont été tués sous ses yeux. Le nourrisson qu'elle portait sur le dos a été transpercé par une lance, elle-même a été blessée grièvement. Domatille : «Au centre de santé, nous étions à peu près 3.500 réfugiés. Les nonnes disaient qu'elles allaient nous apporter à manger. Mais nous avons été attaqués avant. (...) Certaines soeurs tutsis de Sovu, comme soeur Marie-Bernard, soeur Scholastique, soeur Bernadette et soeur Fortunée, ont essayé de cacher des membres de leur famille dans leur monastère.»

Domatille s'est également réfugiée dans le cloître le 21 avril : «Des membres du MDR-Power (3) jetaient des grenades. Nous avons fui vers le monastère bénédictin de Sovu. L'enceinte était fermée hermétiquement, mais je suis parvenue à passer à travers le fil barbelé avec mon enfant sur le dos. (...) Gertrude demandait aux soldats (qu'elle avait été chercher) de nous chasser du monastère. Elle leur disait qu'elle ne voulait pas le sang des Tutsis dans le monastère. Des petits enfants imploraient sa protection, mais elle les poussait dehors, disant qu'ils devaient suivre leurs parents. Les soldats nous ont obligés à nous asseoir devant la chapelle. Après, ils nous ont forcés à retourner au Centre de santé, où nous avons passé toute la nuit dehors.»

A propos de Julienne Kizito, Domatile raconte : «La grande attaque a commencé le 23 avril vers 8 heures. Avant l'assaut, le groupe de policiers communaux, de soldats retraités, d'Interahamwe entraînés, tous bien armés et accompagnés d'hommes et de femmes portant des armes traditionnelles — machettes, lances, massues (5) — se tenaient un peu à l'écart en train de comploter. Nous les voyions. Parmi eux se trouvait soeur Julienne Kizito, la fille de Semanyana de Sovu. J'ai vu qu'elle leur donnait une liste, sans doute la liste des travailleurs et des réfugiés tutsis qui se trouvaient toujours au couvent. Devant Julienne se trouvait un homme du nom de Karangwa de Gihindamuyaga, en train de danser avec une lance à la main.»

Le 25 avril, 600 personnes étaient toujours au monastère, dont de nombreux membres des familles des soeurs. Gertrude a laissé entrer les milices. Tout le monde a dû sortir du monastère en montrant sa carte d'identité. Tous ont été regroupés et tués devant la chapelle. Des gens payaient jusqu'à 50.000 francs rwandais pour ne pas être coupés en morceaux à la machette. Seulement trente personnes ont été épargnées. Bien que le chef des miliciens ait dit qu'elles pouvaient rester, Gertrude a insisté pour qu'elles soient emmenées.

Lucie Mugorewase, la seule fille rescapée de Domatile, âgée de 22 ans, témoigne : «Je veux accuser les soeurs bénédictines de Sovu, la fameuse mère Gertrude Mukanganango et soeur Julienne Kizito, connue sous le nom de "l'animal" à cause de sa méchanceté. Ces deux soeurs ont livré des réfugiés innocents à la mort. D'abord, la mère supérieure Gertrude a envoyé un des travailleurs du couvent pour nous compter. Elle a menti quand elle a dit que c'était dans l'intention de nous nourrir, parce qu'elle ne nous a rien donné. Il y avait des réfugiés appartenant aux familles des soeurs tutsis du couvent. Elles les a forcés à partir. (...) Tous ces gens, plus de cinquante, ont été exécutés par la police communale et d'autres criminels qui utilisaient des fusils et des armes traditionnelles. Gertrude a fait cela délibérément, sachant bien quel danger les attendait.»

Soeur Kizito a donné du pétrole aux Interahamwe pour tuer les gens

Lucie Mugorewasa, à propos de soeur Julienne Kizito : «Elle était coordinatrice des activités à Sovu. Elle connaissait presque tous les visages des réfugiés de Sovu. C'était facile, parce qu'elle était elle-même de Sovu. Quand les Interahamwe sont arrivés, c'est à elle qu'ils se sont adressés. Ils l'appelaient leur représentante, disant qu'elle était une vraie soeur, qui ne tolérerait pas d'*Inyenzi* (nom injurieux pour désigner les Tutsis) dans son monastère. En effet, elle ne tolérait pas les réfugiés tutsis. Elle avait livré elle-même un employé du couvent du nom de Gérard Kabirigi. C'était elle qui l'avait indiqué aux assassins. Elle leur a donné le pétrole qu'ils ont versé sur l'homme, après quoi les



Au moment où l'Occident crie très fort autour du tribunal international de La Haye sur la Bosnie, il laisse impunis les responsables du génocide rwandais. Pire : le gouvernement belge les protège !

criminels ont allumé une allumette. Kabigiri a couru en rond comme une torche en feu. Il est tombé à terre et il est mort. (...) Les nonnes collaboraient avec certains dirigeants criminels de Huye, comme Pierre Rushyana et ses fils, Jean Maniraho, Etienne Rugomyumgabo, Théoneste Kagina. A leur tête, il y avait Jonathan Ruremesha, le bourgmestre de Huye.» Outre l'ancien bourgmestre du MRND (3), Emmanuel Rekeraho, chef de milice et adjudant de réserve de l'armée rwandaise dirigeait les massacres. Gaspard Rusanganwa, bourgmestre adjoint de Ngoma et ancien vice-président de la Croix Rouge de Butare, faisait aussi partie des instigateurs.

Veneranda Kukankusi a perdu son mari et cinq de ses sept enfants. Elle témoigne également du rôle des soeurs Gertrude et Julienne : «Je suis hutu. Ma mère et mon père sont hutus. (...) Le mardi 19 avril, soeur Kizito est passée en compagnie de Gertrude. Elles nous disaient de noter notre nom sur une liste pour recevoir à manger. Nous étions 3.500.» Quelque jours plus tard, Veneranda s'est réfugiée aussi dans le monastère. Elle décrit comment Gertrude est allée chercher des soldats pour chasser les réfugiés. Le 23 avril, elle a été témoin de ce qui suit : «J'ai vu soeur Kizito avec un jerricane de 7 litres rempli de pétrole. Elle le distribuait aux criminels. Comme les réfugiés ne se trouvaient pas dans le jardin, mais s'étaient retirés dans le centre de santé, les bandits ont versé le pétrole sur la maison et y ont mis le feu. Mes enfants ont été tués ce jour-là. Mes deux filles s'étaient réfugiées dans le garage du centre de santé. Je croyais qu'elles y avaient été brûlées vivantes.»

Quelques jours plus tard, Veneranda est retournée au monastère pour récupérer ses biens. «Elle (soeur Kizito) avait mis mes

affaires dans la camionnette : vêtements, haricots, sorgho, ustensiles... Kizito était avec un certain Gaspard. Elle a donné l'ordre d'appeler Karekezi, un assassin réputé, pour qu'il vienne m'achever. Elle me lançait des insultes, disant que je devais m'en aller parce que j'étais complice des "serpents" (les tutsis). Ce jour, j'ai vu la cruauté des nonnes. Ma volonté est que les deux soeurs soient traduites en justice.»

«Les enfants pleuraient avant d'être assassinés avec leurs parents»

Séraphine Mukamana, 22 ans, est une des deux filles survivantes de Veneranda. «Nous étions dans le garage du centre de santé. Nous refusions d'ouvrir. D'autres gens étaient dans la fosse du garage. Les criminels ont essayé de faire exploser la serrure à coups de fusil mais la porte ne cédait pas. Emmanuel, chef de la milice, a versé de l'essence sur la porte. C'est soeur Julienne qui a donné l'essence, puis on a jeté des brindilles et du bois sur le feu. Les tueurs ont troué le mur pour lancer des grenades. Les gens suffoquaient dans le garage. Ceux qui sortaient étaient attaqués à la machette et tués. Les cadavres sont dans la fosse du garage, qui a été recouverte maintenant.» Séraphine, une des seules rescapées, parvient à sortir du garage et attend, entre les cadavres, que les assassins viennent achever leur travail. Le lendemain, elle revoit soeur Kizito à l'ouvrage : «Elle circulait entre les cadavres. Elle a vu des billets (de l'argent) que les victimes avaient déchirés avant de mourir. Elle s'est promenade dans les locaux du centre de santé, entre les cadavres. Elle a dit qu'il valait mieux les achever tous, que tous

les Tutsis étaient corrompus parce qu'ils avaient déchiré leur argent avant de mourir.»

Un ouvrier du monastère : «Le 18 avril, quand le diocèse de Butare a envoyé douze sacs de riz, mère Gertrude a refusé de donner ce riz aux réfugiés mais a préféré le mettre dans le magasin. Elle ne voulait pas que les milices Interahamwe disent qu'elle était en train d'aider les réfugiés. (...) Le 25, Gertrude a encore livré d'autres personnes, surtout ses propres travailleurs, des visiteurs qui venaient aux réunions et d'autres voisins de Sovu. Une fois de plus, Rekeharo et Rusanganwa ont donné l'ordre aux Interahamwes de tuer tous ces réfugiés à la machette. Des réfugiés qui avaient de l'argent l'ont donné à un gendarme de Sovu, nommé Alphonse, pour être tués avec un fusil. Ce qu'il faisait. Des petites enfants suppliaient Gertrude : "Ayez pitié, vous êtes une personne de Dieu". Mais au lieu de les aider, elle les obligeait à suivre leurs parents. Les enfants criaient avant d'être assassinés en compagnie de leurs parents. Soixante réfugiés ont été assassinés dans le monastère ce jour-là.»

Soeur Gertrude : «Au nom de Dieu tout-puissant»

«Rekeharo refusait de tuer des vieillards, des veuves et des enfants, parce que "ces survivants ne pouvaient quand même pas maintenir la dynastie tutsi", et voulait aussi épargner les réfugiés qui venaient d'autres préfectures parce que "ce n'était pas son problème". Cette décision ne fut pas du tout appréciée par Gertrude qui voulait que tous les réfugiés soient chassés. Elle menaçait aussi les soeurs qui cachaient des réfugiés dans le couvent. Elle les

accusait de vouloir la tuer et d'être complices des Inkotanyi... Comme ces soeurs et les membres de leurs familles refusaient de partir de leur propre gré, Gertrude a monté un plan avec Rusanganwa et Jonathan Ruremesha, le bourgmestre de Huye. Le 6 mai, après la prière, elle a dit : "Devant Dieu tout-puissant, je demande à toutes les soeurs qui cachent des réfugiés dans ce couvent de les mettre vite dehors pour que les Interahamwes ne démolissent pas ce monastère. Si les soeurs refusent d'obéir, les réfugiés seront chassés de force." Le même jour, Gertrude a écrit une lettre au bourgmestre de Huye. Les Interahamwe ont encerclé le couvent et les policiers ont fait sortir tous les réfugiés. D'abord ils ont été dépouillés de tout ce qu'ils possédaient puis ils ont tous été tués par les Interahamwes.» Parmi les victimes, figuraient six parents de soeur Régine, une tutsi. Quand le FPR était sur le point de libérer Butare, la communauté du monastère a fui à l'étranger. Les soeurs se sont d'abord rendues chez l'évêque de Butare, puis dans la "zone turquoise", sous contrôle français. Pendant leur fuite, neuf soeurs et deux prêtres ont été attaqués et assassinés par les milices. Les autres sont parvenus à atteindre Bukavu, puis la République Centrafricaine pour arriver en Belgique via la France.

1. Les témoignages sont extraits du livre "Rwanda, not so innocent - When women become killers", African Rights, août 1995, p. 155-195.
2. Interahamwe : milices hutus rwandaises qui, avec l'armée, ont exécuté les massacres.
3. MRND : Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement, parti de Habyarimana.
4. MDR-Power : l'aile extrémiste du Mouvement démocratique républicain.

Arrêtez les meurtriers !

Hilde Meesters

Horreur, incrédulité, incompréhension : des religieuses ont-elles participé à un des épisodes les plus horribles de ces dernières années ? Et surtout habitent-elles ici tranquillement, dans le Namurois ? Sans doute, les Pères Blancs et autres religieux fabriqueront-ils encore une réfutation face aux témoignages rassemblés par African Rights. Mais en vain.

Quand le Rwanda a été attribué à la Belgique à la fin de la Première Guerre mondiale, l'autorité coloniale — et en tête l'Église (les Pères Blancs) — a créé les catégories raciales "hutu" et "tutsi" afin de diviser et soumettre plus efficacement la population. Autrefois, ces catégories indiquaient seulement la position dans la société. La puissance coloniale s'est appuyée successivement sur les Tutsis puis les Hutus, installant progressivement un climat de haine. Conséquence : plusieurs massacres et des vagues de réfugiés... Après l'indépendance, la Belgique a soutenu les régimes Kayibanda et Habyarimana : un milliard de francs par an et une assistance militaire de 300 millions. Pendant ce temps, la population rwandaise était acculée à la pauvreté par les programmes d'adaptation structurelle du Fonds Monétaire International, par l'effondrement des prix du café — qui a privé le pays de 100 millions de dollars par an de revenus d'exportations. Le régime Habyarimana a fait supporter tout le poids de la crise à la population. La révolte contre la misère extrême constituait une menace directe pour ce régime et pour les intérêts belges et français. Le génocide a été préparé des mois à l'avance. Dans et autour de l'armée gouvernementale rwandaise, des milices ont été formées. La haine a été répandue par Radio Mille Collines. L'Etat belge et le haut commandement de l'armée étaient au courant mais n'ont rien fait, alors qu'ils disposaient de troupes sur place. Les autorités belges n'ont rien voulu entreprendre contre l'armée qu'elles avaient elles-mêmes formée. Que des dizaines de milliers de Rwandais, dont les soeurs Gertrude et Julienne, aient participé aux massacres et pillages ne peut être "compris" que dans le contexte de misère extrême et de haine raciale profonde créées par l'impérialisme. Nous devons condamner fermement, en premier lieu, la bourgeoisie belge.

Aujourd'hui, l'Etat belge refuse de soutenir sans conditions le nouveau régime rwandais antiraciste. «Notre aide dépend des développements politiques, elle doit être orientée sur la réconciliation et en aucun cas susciter l'impression de faire plus pour un groupe que pour l'autre», déclare le secrétaire d'Etat à la Coopération Moreels. Il ose parler de réconciliation alors que les principaux responsables du génocide, toujours pas condamnés, circulent librement en Belgique. Au Rwanda, les survivants vivent à nouveau sous la terreur des mêmes bandes de meurtriers opérant depuis le Zaïre.

La Ligue Anti-Impérialiste lance une campagne de pétition pour trois revendications :

- arrestation et extradition de tous les Rwandais séjournant en Belgique et suspects de complicité dans le génocide;
- une commission parlementaire d'enquête sur la responsabilité dans le génocide de l'Etat, d'organisations et de personnes belges, ainsi que sur la protection accordée aux meurtriers;
- allocation inconditionnelle de la Belgique d'un milliard de francs supplémentaires d'aide au gouvernement rwandais pour la reconstruction.

Diffusez cette pétition ! Si vous voulez participer à l'action aux couvents où séjournent les deux religieuses, réservez dès maintenant le week-end du 8 septembre !

La maman : cette nonne a assassiné ma fille !

Le gouvernement belge sait officiellement que les deux meurtrières résident dans notre pays. Mais rien ne se passe. Une plainte officielle a été introduite contre Gertrude Mukangango par Léocadie Kamanzi Mukamasoni (voir texte ci-dessous). La fille de cette dernière, prénommée Aline et âgée de 19 ans, séjournait dans le couvent de Sovu au moment du génocide. Aline, étudiante en cinquième année d'humanités, y a été assassinée ainsi que beaucoup d'autres.

La plainte a été introduite en août 95 auprès de la Justice de Kigali. A ce jour, aucune suite n'a été donnée à la plainte. Renseignements pris auprès de la justice, on répond cyniquement qu'il s'agit d'un des 300.000 dossiers en traitement. Pourquoi ? Qui protège Gertrude ?



Pourquoi ne poursuit-on pas quelqu'un qui fait partie de ces massacreurs qui ont fait disparaître des milliers de familles entières ?

Mme Kamanzi Mukamasoni Léocadie
C/O Régie des Aéroports du Rwanda
B.P. 1122 Kigali

Kigali, le 8/8/95

Objet : Demande d'une arrestation et poursuite en justice

M. Le procureur de Sa Majesté Albert II
Roi des Belges

Monsieur le Procureur,

C'est suite au chagrin et aux larmes causés par la mort de ma fille Aline Kamanzi, qui est tombée là. Ma nièce, Emma-Marie Dusabe, Mme Rutsinda Alphonse, a aussi succombé là-bas avec ses cinq enfants.

Monsieur le Procureur, j'accuse ouvertement soeur Gertrude comme l'instigatrice et la superviseuse des massacres de Sovu, qui ont coûté la vie à sept membres de ma famille. Cette complicité s'explique notamment par l'étroite collaboration entre cette soeur, mère supérieure, les miliciens Interahamwe et l'ex-bourgmestre de la commune de Huye, actuellement en détention. Soeur Gertrude est allée appeler en personne le bourgmestre ainsi que les miliciens et militaires pour venir saisir les malheureuses victimes qui s'étaient réfugiées dans son monastère. En outre, elle a délogé certains parmi eux qui étaient parvenus à trouver refuge dans les coins du monastère et les a livrés aux massacreurs qui les ont sauvagement tués en date du 6 mai 1994. Excellence Monsieur le Procureur, mes accusations se basent aussi sur les témoins oculaires, sur place au moment des drames, dont certains sont rentrés et sont actuellement au Rwanda. Ils résident actuellement à Butare chez Monseigneur Jean Baptiste Gahamanyi, notamment soeur Scholastique et soeur Marie Bernard. Les témoignages les plus spectaculaires se retrouvent chez l'ex-aspirante des Bénédictines, Annonciata Mukandinda, qui après avoir constaté les manoeuvres diaboliques de sa soeur supérieure Soeur Gertrude, a décidé de rompre avec la vie religieuse. Elle est employée actuellement dans l'orphelinat à Butare.

Monsieur le Procureur de Sa Majesté, je vous prie de poursuivre et de traduire en justice une de ces massacreurs qui ont complètement fait disparaître des milliers et des milliers de familles entières. Je suis une veuve de cinquante ans et je vous prie d'agir en faveur de ces victimes innocentes.

L'adresse de l'accusée est la suivante :

Soeur Gertrude Mukangango
Abbaye de Maredret Anhee
5537 Maredret Anhee Belgique
Tél. : 082/69.90.55

Mme Kamanzi Léocadie, la mère de Kamanzi Eric, Kamanzi Alain, Kamanzi Olivier et Kamanzi Annick, les frères et la soeur d'Aline.

Pour copie conforme
Bruxelles le 21.9.95
Le commissaire en Chef aux délégations judiciaires



Pour vivre enfin en paix, les enfants rwandais, ont besoin de deux choses : 1. Une justice qui arrête les assassins (voir ci-dessous). 2. Des gens qui leur apportent de l'amour (voir ci-contre)...

Arrêtez les assassins, soutenez le peuple rwandais !

Pétition au gouvernement belge

Un million d'hommes, de femmes, d'enfants rwandais ont été assassinés de manière effroyable en 1994. Aujourd'hui, des dizaines d'assassins rwandais et de responsables du génocide habitent en Belgique. Ils y sont arrivés avec l'aide et le soutien de responsables belges. Car la Belgique a aidé à mettre en place et a soutenu le régime et l'armée d'Habyarimana (avec, annuellement, 1 milliard provenant des fonds de l'aide au développement et en plus 300 millions de la coopération militaire).

Dans les mois précédant le

génocide, les troupes belges ont constitué le noyau d'une force d'intervention dite "humanitaire" de l'ONU. Cette force devait garantir la transition pacifique à un gouvernement de coalition avec le FPR. Le gouvernement belge et le haut commandement de l'armée étaient parfaitement au courant des projets de génocide fomentés par le régime Habyarimana. Ils ne sont pas intervenus, refusant de se battre contre une armée qu'ils avaient formée et qu'ils voulaient continuer à utiliser comme un pion stratégique. De plus, la Belgique a

refusé de porter assistance à des personnes en danger de mort, en retirant ses troupes au moment culminant du génocide. Les vies d'un million de Rwandais et même celles des soldats ou coopérants belges ne valent pas les intérêts des gens au pouvoir en Belgique. Aujourd'hui, la Belgique s'ingère encore en liant l'aide financière à la reconstruction, aux "droits de l'homme" des assassins. Ce ne sont pas les "droits de l'homme", mais l'importance géostratégique et économique du Rwanda qui détermine l'attitude belge.

Cachées dans deux abbayes

L'Eglise belge protège les criminelles

Gertrude et Julienne vivent en Belgique, grâce au soutien et à la protection des autorités religieuses. Gertrude séjourne dans l'abbaye bénédictine de Maredret, en province de Namur, à quelques kilomètres de Maredsous. Julienne vit à Hermeton, à quelques kilomètres de là. Lorsque Solidaire a publié, en mai 1995, un premier article avec des témoignages sur leurs actes scandaleux, Gertrude a immédiatement reçu 20 minutes d'antenne dans le programme catholique "Le coeur et l'esprit", à la RTBF. Elle affirmait qu'elle avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour sauver des gens. Mais pourquoi les autres soeurs de Sovu, qui sont elles aussi à Maredret, ont-elles été obligées par leur supérieure de rédiger une déclaration écrite innocentant Gertrude ? Et pourquoi au moins deux religieuses, Scholastique et Marie Bernard, ont-elles refusé de

le faire, malgré la forte pression ? Et pourquoi toutes les soeurs ont-elles refusé et contraint Gertrude à démissionner de sa fonction de supérieure ? Pourquoi le Père Blanc André Comblin s'est-il rendu à Butare en août 1995 avec la mission "de faire admettre à ces religieuses (les deux qui sont rentrées au Rwanda, ndlr) deux torts : celui «d'avoir quitté la Belgique sans autorisation de la prière» et «le fait qu'avant leur départ de Belgique, les Soeurs aient contribué à répandre des insinuations malveillantes à l'égard de soeur Gertrude, leur supérieure» (lettre du Père Cullen au Père Comblin du 4 septembre 1995) ? La même lettre du père-abbé de la congrégation comportait même la menace selon laquelle «de fausses accusations proférées en Belgique doivent être rétractées formellement, à un moment donné, avant que les soeurs Scholasti-

que et Marie Bernard puissent être réintégrées avec succès dans leur communauté». Arrivé au Rwanda, le père Comblin a proposé aux religieuses «de rédiger et signer un papier où elles signifieraient explicitement qu'elles se désolidarisent des rumeurs disant que la Mère Gertrude est une criminelle avec toutes les conséquences que cela comporte». Cette démarche n'a rien donné. (1) Les nombreuses tentatives de réhabiliter Gertrude n'enlèvent rien aux témoignages rassemblés par African Rights. Une plainte a été déposée contre elle (voir lettre p.16), mais n'a pas encore été traitée par la justice belge. Nous nous intéresserons de plus près à cette affaire dans de prochains articles.

1. Mémoire adressé à sa sainteté le pape Jean Paul II, Kigali mars 96, p14-15

Parrainez un enfant

Après le génocide, 200.000 enfants rwandais se sont retrouvés sans parents. Bon nombre d'entre eux avaient été témoins du meurtre de leur famille. Ils ont besoin d'un nouveau foyer. Dans le village de Runda, à 8 kilomètres de Kigali, certains de ces enfants sont déjà accueillis dans une nouvelle famille. Des veuves qui, outre leur mari ont aussi souvent perdu leurs enfants dans les massacres prennent maintenant en charge trois enfants ou plus. L'association rwandaise Uranana organise

le placement de ces enfants dans les familles. Médecine pour le Tiers Monde organise un projet de parrainage à Runda. Il s'agit d'un parrainage financier : en offrant 1.000 frs par mois, on soutient un enfant orphelin et son village. Nous avons déjà trouvé un parrain pour 180 enfants de Runda. Nous recherchons encore des parrains pour 170 enfants. Vous obtiendrez plus d'information sur le parrainage en complétant le bon sur cette page.

Participez au dossier LAI

La LAI (Ligue Anti-impérialiste) prépare des dossiers au sujet des Rwandais qui résident en Belgique après avoir participé au génocide. Afin que les coupables soient livrés au Rwanda. Nous collaborons avec les gens

d' "African Rights" pour préparer des dossiers et rechercher qui, en Belgique, protège ces gens.

Intéressé ? Remplissez le bon ci-contre

Pétition pour la justice

Les soussignés :

- exigent que tous les Rwandais qui séjournent en Belgique suspectés de complicité dans le génocide, soient arrêtés et extradés vers le Rwanda.
- exigent une enquête parlementaire sur la responsabilité de l'Etat, d'organisations et de citoyens belges dans le génocide et dans la protection des meurtriers.
- rejettent la politique permanente d'intervention de l'Etat belge et exigent que la Belgique offre immédiatement et inconditionnellement un milliard de francs en surplus du budget de la coopération pour la reconstruction du Rwanda par le gouvernement anti-ethniste.

Nom : _____ Prénom : _____

Rue et Numéro : _____

Code postal et commune : _____

Signature _____

Renvoyez cette pétition à la LAI, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.

Aidez le peuple rwandais !

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Commune : _____

Tél. :Ecole/Travail : _____

- Je veux récolter des signatures. Fournissez-moi ... feuilles de pétition (20 signatures par feuille).
- Je veux devenir parrain/marraine d'un orphelin rwandais. Envoyez-moi plus d'informations.
- Je veux participer au groupe de travail national qui compose des dossiers et prépare des actions concernant les assassins rwandais en Belgique (réunion mensuelle).
- Contactez-moi si la LAI organise des actions autour des revendications de la pétition (assassins rwandais en Belgique, intervention).
- Je m'abonne à Solidarité Internationale, mensuel de la Ligue Anti-impérialiste (750 FB par an, 650 F pour étudiants et chômeurs).
- Fournissez-moi ... dépliants de la campagne. Je les diffuserai.
- Fournissez-moi ... exemplaires du dossier spécial Rwanda de Solidaire (intervention humanitaire, infos de la campagne, affaire Sovu)
- Je veux organiser une soirée d'information sur le Rwanda.
- Je veux aider à préparer les dossiers sur les criminels et ceux qui les aident en Belgique.
- Je veux participer à une brigade au Rwanda (interviews avec des survivants, travail dans le projet de Runda, rénovation d'une école...).
- Je commande ... exemplaires du dossier "Le génocide au Rwanda: le vrai visage de l'impérialisme" (150 FB + port).

Renvoyer ce bon à la LAI, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.

Tél. 02/513 53 86.

Pour que nous puissions continuer à vous informer de nos activités, vos données sont stockées dans notre fichier. Vous avez le droit de consulter cette information et, si nécessaire de la corriger.

Ecole : amertume ou admiration ?

Comment Ecolo, le PS et le PTB jugent la lutte dans l'enseignement

«Ecolo est-il un parti de gauche ?» commence par demander le modérateur Jean Guy, pour introduire le débat du 14 juin, «Quelle gauche pour quelle Ecole». Le représentant Ecolo, André Drouart, élude la question en demandant à Françoise Dupuis si son parti, le PS, est de droite. Personne n'a jugé utile de poser la question à Nadine Rosa Rosso pour le PTB. Et pour cause !

Carlo Gentile

Le débat organisé par l'Appel pour une Ecole démocratique a donc donné lieu dès le début à une discussion animée, devant une salle pleine qui n'était pas prête à prendre des vessies pour des lanternes.

C'est avec «un sentiment d'amertume et de profonde inquiétude» qu'André Drouart (Ecolo) constate avec que le mouvement n'a rien obtenu. Malgré de longues grèves, malgré de nombreuses manifestations, la rentrée scolaire sera placée sous le signe des restrictions budgétaires, avec leur cortège de difficultés sur le plan pédagogique, social et sociétal. Ce que les gens vont retenir de ces mois de luttes, c'est qu'un «conflit social d'envergure dans la durée, dans le temps et dans l'importance, n'a rien obtenu.» Cette constatation est très grave, poursuit le député écolo, car à l'avenir, «on risque, dans le secteur industriel comme dans le secteur non-marchand, de n'avoir plus d'autres mouvements, plus de luttes sociales.»

Françoise Dupuis, présidente de la Commission de l'enseignement du PS, précise tout d'abord qu'elle ne représente pas le PS et peut donc exprimer des idées qui ne sont pas forcément celles de son parti (on se protège comme on peut!). Selon elle, il est faux d'affirmer que si un mouvement n'a rien obtenu, cela signifie qu'il n'y aura plus de luttes.



Françoise Dupuis, PS

«Il y aura d'autres mouvements, mais il faut peut-être qu'ils prennent une forme nouvelle et passent, par exemple, par une phase de réflexion, d'analyse ou de recomposition».

Pour Nadine Rosa-Rosso, Secrétaire générale du PTB et enseignante, le mouvement continue, même si, sous la pression d'Onkelinx, les organisations syndicales et les coordinations de la base ont annoncé une suspension durant les examens et les vacances. Tous ont décidé de reprendre la lutte en septembre. «Guy Spitaels a déclaré à propos du Parlement wallon qu'un décret ne pouvait être retiré; moi je pense que la lutte pour le retrait du décret est une lutte qui reprendra à la rentrée avec vigueur et que cette fois-ci, il faudra compter avec les enseignants flamands qui vivent chaque jour les conséquences d'un même décret. Pendant tout le mouvement, ils ont suivi avec beaucoup d'intérêt ce qui se passait en Wallonie».

Si l'on veut malgré tout tirer un bilan de cette première phase de lutte, c'est le mot admiration qui vient à l'esprit de Nadine Rosa-Rosso. «Admiration car, pour la première fois, un mouvement social a ouvertement refusé l'austérité budgétaire imposée par les normes de Maastricht.

Admiration car, pour la première fois en Belgique, un mouvement social s'est opposé aux conséquences de la communautarisation, que le PTB a toujours considérée



André Drouart, Ecolo

comme une manoeuvre pour appauvrir les Belges et les diviser dans la lutte contre cet appauvrissement.

Admiration enfin, car pour la première fois depuis mai 68, une véritable solidarité s'est créée entre les enseignants et les jeunes. Les jeunes ont pris des responsabilités dans la lutte en créant des coordinations comme les enseignants. Il y a des tas de formes d'organisations, de formes de lutte qui sont nées dans ce mouvement. Affirmer que le mouvement de ces derniers mois n'a rien obtenu, c'est de la désinformation pure et simple. Si les enseignants n'étaient pas descendus dans la rue, les syndicats auraient peut-être signé le contrat d'avenir, mais comme tout le monde manifestait, ils ont été obligés d'écouter leur base. Si les enseignants n'avaient pas fait grève et manifesté, le gouvernement de la Région wallonne, Collignon en tête, aurait obtenu la fermeture des Forges de Clabecq. Grâce au mouvement des enseignants, le gouvernement sait qu'il doit s'y prendre à deux fois avant d'adopter des mesures radicales contre les travailleurs».

Nadine Rosa-Rosso se réjouit également de voir que «depuis les grèves de 1932, c'est la première fois qu'un mouvement de masse dénonce publiquement le rôle du PS dans la gestion du système».

Budget de l'enseignement : «Nouvel apport financier» ou refinancement ?

Sur le problème du financement de l'enseignement, les positions des trois partis diffèrent également. Pour André Drouart, «parler de "refinancement" est erroné, car on assiste depuis 1989 à un "définancement" de l'enseignement. Il serait donc plus juste de parler d'un "nouvel apport financier". Les écolos ont d'ailleurs travaillé dans cette voie lorsqu'en 1993, ils ont permis à la Communauté française d'obtenir 132 milliards et qu'ils ont proposé leurs fameuses 33 pistes pour trouver d'autres moyens financiers».



Nadine Rosa-Rosso, PTB

Pour sa part, Françoise Dupuis estime que s'il y a eu définancement de l'enseignement c'était avant 1989. «Entre 1989 et 1995, 130 milliards ont été injectés dans l'enseignement via les chèques-repas et les taxes de radio-redevance». Donc, le refinancement aurait déjà eu lieu et serait l'oeuvre du Parti socialiste. Quant aux 33 pistes d'Ecolo, elle y voit des propositions de toutes natures : «il y en a de gauche et il y en a pas de gauche».

André Drouart insiste pour que l'on comprenne bien le statut des 33 pistes. «Nous avons fait un brainstorming en disant qu'il faut essayer de trouver des pistes parce qu'il y a un problème budgétaire réel. Ou bien on ne se remue pas les méninges, on regarde les Flamands et on leur dit : "vous venez les mecs et on va trouver les moyens ensemble"; on peut toujours rêver. Ou bien on choisit une autre piste, qui est celle du parti socialiste en disant simplement 3.000 emplois en moins. Donc, on a avancé un certain nombre de pistes et je le dis clairement, il y a une partie d'entre-elles que je ne soutiens pas».

Une gauche à la solde des patrons ou qui défend réellement les travailleurs ?

Nadine Rosa-Rosso estime que «pour simplement atteindre le niveau de 1980, il faut obtenir, chaque année, 100 milliards en plus pour l'enseignement. Et où les chercher, ces 100 milliards, si ce n'est dans la poche des grands industriels et des banquiers, qui annoncent 800 milliards de bénéfices, tandis que les enseignants sont obligés de mendier quelques sous pour assurer un enseignement de qualité, une revendication tellement essentielle pour l'avenir de la société?»

A la question «quelle gauche...?», Françoise Dupuis répond en donnant sa définition de la gauche : «La gauche est là où elle se trouve, c'est-à-dire là où il y a des gens pour défendre les intérêts des classes les plus défavorisées.» On pourrait difficilement ne pas



Jean Guy, "Le Peuple", modérateur

être d'accord, mais une telle définition dans la bouche d'une (non)représentante du PS détonne. Laurette Onkelinx, qui appartient au même parti, prévoit, au bas mot, la perte de 3.000 emplois dans l'enseignement. La Région wallonne, à majorité PS, détient aujourd'hui 70% du capital de Clabecq et veut supprimer 700 postes de travail, suivant ainsi les plans du patronat de la sidérurgie. Dehousse (PS), envoie une armée de gendarmes pour matraquer des étudiants pacifiques, dont le seul crime était de quitter le droit itinéraire. Tobbacq (SP) défend les fascistes du Vlaams Blok contre des manifestants antifascistes. Les lecteurs jugeront...

André Drouart avance la question de la démocratisation de l'enseignement : «Démocratisation, c'est peut-être un terme qui fait mal, mais le programme des libéraux sur l'école est vraiment inquiétant. Il faut rappeler que l'école est le premier lieu de socialisation de l'individu, un lieu fondamental dans lequel il faut essayer de

Suite page 19



Journées sur l'école à Bredene

Dimanche 11 août et vendredi 16 août

10h-12h. Quelle sorte d'enseignement veut le PTB ? Avec Hans Georg Hofmann, pédagogue d'ex-RDA et An-nemie Mels, enseignante. 16h. Café militant avec des enseignants et des jeunes. Animation musicale.

Infos : PTB, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél. : 02/513.77.60.

Quelle école, quelle société ?

L'Appel pour une Ecole Démocratique organise une journée de réflexion mercredi 28 août 1996, de 10h à 17h30. Ecole Decroly, Drève des gendarmes 45, 1180 Bruxelles.

10h. Débats.

• Des chances égales pour tous ? Avec J.P. Kerckhofs, enseignant et M. Verhoeven, professeur KUL

• Le "rapport au savoir" et l'échec scolaire. Avec B. Char-

lot, professeur à Paris VIII • Ecole démocratique — capitalisme : couple impossible ? Avec N. Hirtt, auteur du livre "L'école sacrifiée" (à paraître en septembre)

14h. Ateliers, avec notamment la participation de : V. Cartuyvels, N. De Smet et J. Cornet de la CGE, F. Tilman et D. Grootaers, Le grain.

Adresse de contact : J. Alsteens, av. de la Reine 223, 1000 Bruxelles. Tél. 02/425 98 21.

Swissair veut supprimer des emplois à la Sabena

Les syndicats pour le maintien de toutes les activités et départements

«Une adaptation quantitative de l'effectif du personnel aux besoins économiques de l'entreprise» et «absorber, le plus possible sur base volontaire, les conséquences des mesures de restructuration» : c'est ainsi que débute une note de la direction de la Sabena sur le volet social du Plan Horizon 1998 (25 juin 1996). En d'autres termes : Swissair supprime des emplois.

Lucien Materne

Chez Swissair-Sabena, la direction veut imposer 4,7 milliards d'économies, dont 2 milliards qu'elle veut aller chercher directement chez le personnel. Le nouveau président Paul Reutlinger prétend que les syndicats peuvent choisir : une réduction de salaire de 12 %, 1.200 licenciements ou une accentuation de la flexibilité. Simultanément, Swissair démantèle la Sabena : la direction veut faire passer certains départements, comme le Catering et Cargo, à des entreprises sous son contrôle comme Gate Gourmet et Swiss Cargo. Certains départements sont menacés de fermeture, comme certains ateliers de la technique.

Par une première série de mesures, la direction veut entamer immédiatement la suppression de certains emplois. Mais elle hésite à opérer des licenciements secs, par crainte d'actions de grève. C'est pour cette raison que, provisoire-

ment, elle ne veut que des mesures sur base volontaire. Mais en réalité, cela ne change rien : chaque travailleur qui quitte Sabena n'est pas remplacé et l'emploi total rétrécit. Les propositions de la direction concernent : la prépension à 52 ans, l'octroi maximal de congés sans solde, l'interruption de carrière, le travail à temps partiel, des mutations internes, l'outplacement et le départ volontaire avec prime de 88.000 francs maximum et 50.000 francs minimum.

Un entretien téléphonique avec quelques délégués de la CMB et de la CSC indique que l'insatisfaction croît à l'égard de la direction et de son plan : «Comment peut-on justifier que nous devrions travailler avec moins de personnel alors que, dans tous les services, nous sommes déjà trop nombreux ?» Et encore : «Si Reutlinger veut récompenser les actionnaires, qu'il le fasse. Mais pas avec mon salaire.»



Swissair veut faire passer des départements, comme le Catering et Cargo, à des entreprises sous son contrôle.

Certains délégués se rendent aussi compte que le fait d'accepter ce genre de "licenciements" signifie qu'on est en train de se défaire de certains départements et de fermer certains ateliers. Dans tous les syndicats, il existe une grande unanimité pour le maintien de tous les départements et de toutes les activités à la Sabena : la direction

doit le réaffirmer en confirmant le core-business.

La cellule Sabena du PTB appelle à rejeter chaque mesure du volet social. Pas question d'exécuter le Plan Horizon 1998 par bribes et morceaux. Tous les emplois doivent être maintenus. A tous les endroits où il manque du person-

nel, de nouveaux travailleurs doivent être engagés sous un statut convenable.

Le PTB lutte pour l'introduction immédiate de la semaine de 32 heures avec engagements et maintien du salaire, afin d'alléger les cadences et de donner aux chômeurs l'occasion d'accéder à un travail digne.

Les manuels de physique sponsorisés par Electrabel

Suite de la page 18

rééquilibrer les inégalités sociales. Il faut donc y mettre tous les moyens. Il faut la démocratisation de l'école même».

Françoise Dupuis présente 12 ingrédients d'un programme de gauche pour l'école : l'enseignement est public et financé par la communauté; il est obligatoire et gratuit; il doit prendre en compte les différences sociales et contribuer à les réduire; le savoir est puissance, facteur d'émancipation sociale et personnelle et donc personne ne peut en être privé; l'école est d'abord faite pour les élèves; il faut un salaire unique pour tous les enseignants; il n'y pas d'apprentissage démocratique s'il n'y pas un cadre de référence et une perspective critique; la démocratie peut s'apprendre dans l'école; l'école doit être ouvert au monde et ne jamais lui être inféodé; il faut investir dans l'école; l'autonomie est un faux débat et pour protéger les plus faibles, il faut une norme. De bien beaux mots... Mais, demande Nadine Rosa-Rosso, «un

socialiste peut-il parler d'école publique, lorsque les mesures prises par le cabinet Onkelinx conduisent, progressivement, mais inévitablement, à la privatisation de l'école ? D'ailleurs cette mainmise du privé sur l'école est déjà aujourd'hui une réalité en Allemagne et même, dans une moindre mesure, chez nous, où des manuels de physique sont sponsorisés par Electrabel. C'est sur cette pente glissante que mène la proposition d'autonomie des écoles, une revendication fondamentale du patronat européen. D'abord, les écoles, étouffées dans leur carcan budgétaire, vont faire appel à l'extérieur, c'est-à-dire aux entreprises. Et bientôt on verra nos élèves étudier des programmes élaborés par Volvo et dispensés par des professeurs formés à la Générale de Banque.

Un socialiste peut-il parler d'école égalitaire quand les tristement célèbres propositions Onkelinx prévoient deux poids deux mesures pour les filières générales et les filières techniques? Pour l'enseignement général, peut-on lire dans

les quarante propositions, "la formation doit retrouver un caractère plus général"; elle doit viser à "apprendre à apprendre", elle sert à transmettre "un héritage culturel" et à favoriser "l'apprentissage de la pensée autonome, divergente et critique, de la construction autonome des savoirs".

Un enseignement sans discrimination : le modèle des pays socialistes

Par contre, la formation dans les enseignements technique et professionnel doit être réorganisée autour "de profils de formation mis au point par la Commission Communautaire des Professions et des Qualifications" dans laquelle siègent des organisations patronales comme l'Union Wallonne des Entreprises ou Fabrimétal. «L'école telle qu'elle existe aujourd'hui, poursuit Nadine Rosa-Rosso, n'est pas démocratique. Elle est au contraire un outil

de sélection et d'exclusion sociales».

Son expérience dans l'enseignement technique, de promotion sociale et dans l'alphabétisation lui a donné de très nombreux exemples : «Nos écoles ne sont pas adaptées aux enfants des travailleurs. Des filles de 19 ans qu'on taxait de débiles sont venues me dire en début d'année : "Madame, apprenez-moi à lire et à écrire, je sais que j'en suis capable".

J'ai vu des gens, en alphabétisation, qui avaient été à l'école jusqu'à 16 ans et qui après 20 ans de travail en usine se retrouvaient au chômage. Eux aussi me disaient : "Madame, apprenez-moi la règle des participes passés". Pourquoi veulent-ils apprendre cette règle ? J'ai compris que c'était le symbole de leur échec à l'école; on ne leur avait pas appris qu'une langue est un instrument, un moyen de communication pour se défendre, pour communiquer. Non, on avait fait du français un critère de sélection.»

Le seul modèle réellement démocratique est celui de l'enseigne-

ment polytechnique. Il s'agit d'un système dans lequel tous les enfants, sans discrimination aucune, suivent jusqu'à seize ans une même formation qui mêle étroitement cours généraux poussés et pratique professionnelle. C'est le modèle choisi par les pays socialistes comme la Chine, la Corée du Nord, et auparavant la RDA et l'Union soviétique. Dans ce système, la démocratie à l'école est tangible.

Un seul exemple. Les comités de parents participent aux élections des directions d'écoles. De plus, les établissements scolaires organisent des heures d'études obligatoires après les cours, car c'est à l'école de remplir sa mission d'égalisation des chances. Si l'école n'organise pas l'étude, c'est fatalement les parents qui doivent le faire.

Vu l'avenir qu'on nous prépare — flexibilité accrue, chômage, atteintes aux salaires et attaques contre la Sécurité sociale —, qui parmi les travailleurs aura encore la possibilité de s'occuper de ses enfants ?



Music and Revolution

Assassin accorde une interview exclusive à Rebelle !

Au coeur de Paris, nous rencontrons Madj, le manager, et Rockin' Squat, le chanteur principal et auteur des textes d'Assassin. La musique est composée par Docteur L. A trois, ils forment le noyau du groupe. Mais «en concert, nous travaillons toujours en groupe, avec d'autres personnes». Voici un bon début pour connaître Assassin.

Line, Sarah, Fabienne, Elsa, Riet

Beaucoup de groupes n'ont pas de textes engagés. Vous bien. Pourquoi ?

Squat. On a choisi le rap comme style de musique parce que c'est un moyen de communication. Dans nos chansons, on essaye d'amener un minimum de réflexion sur le monde qui nous entoure. On fait ouvrir les yeux sur le monde aux autres à travers les thèmes de nos chansons. On vit dans un système capitaliste qui ne pense qu'au profit. Dans nos textes, on décrit ce qui nous choque. C'est pourquoi on parle autant des prisonniers politiques que de la condition des femmes ou de l'éducation à travers les médias. C'est un peu normal que les clips que tu vois passer à MCM ne parlent pas trop de politique, parce qu'en principe ce qui passe à la télé, ne peut pas trop gêner le pouvoir. On ne promotionne qu'un certain style de rap... pas directement le nôtre.

Discutez-vous avec les jeunes des banlieues de vos textes ?

Madj. On écrit nos textes par rapport aux rencontres et aux expériences qu'on a vécues, ainsi que sur base de nos propres



réflexions. En tout cas, on veut rester un groupe accessible au public qui nous écoute. On nous fait croire que quand on fait de la musique, on est un artiste. Mais pour nous, l'agriculteur qui fait de belles tomates est autant artiste qu'un mec qui fait un beau disque. Il ne faut pas entrer dans tout ce cliché de petites starlettes inaccessibles parce qu'elles font de la musique. Vivre de sa musique, dans le monde d'aujourd'hui, où les 3/4 de la planète crève la dalle, c'est un privilège. Donc autant rester humble et essayer d'amener des idées...

Pour vous, que représente la répression policière ?

Squat. Plutôt que de dire : "Il faut shooter les keufs..." on analyse le rôle de la police dans notre société. Dans nos textes, on raconte que c'est la police de l'Etat, du pouvoir et pas du peuple. Le peuple se prend les keufs sur la tête et se fait éclater la gueule. Dans "l'Etat assassine", on en parle beaucoup : il y a les bavures policières, on remet la justice en cause. Les flics assassinent des jeunes et n'ont que des peines dérisoires. Mais si toi, tu commences à shooter un flic, t'en

Rage against the machine

Michel, An, Jan

Le nom en dit long : ces quatre musiciens ont quelque chose à dire. La voix forte et militante de Zack De La Rocha combinée avec les effets spéciaux de la guitare de Tom Morello donnent des songs agressifs et énergiques, une fusion de metal et de funk, dans un style personnel. La basse solide de Timmy C accompagnée de la percussion de Brad Wilk complètent le travail. Mais Rage n'est pas seulement un groupe funkmetal dur comme l'acier.

Rage est un groupe communiste qui défend les idées de la révolution, celles de Che Guevara, Malcolm X, Mumia Abu-Jamal... Ils étudient également les textes de Marx, Lénine et Mao. Ils soutiennent les mouvements de guérilla, comme le Sentier lumineux au Pérou, les Zapatistes au Mexique et l'American Indian Movement.

Tu retrouveras ces idées dans leurs textes, clips vidéo et T-shirts.



Hé, Che !

Son portrait figure sur l'ampli de Rage, sur les T-shirts, sur les calicots dans les manifs. Mais qui est-il ? Non, il ne s'agit pas du chanteur de RATM, mais d'Ernesto Che Guevara, en bref "le Che". Il est né en 1928 en Argentine et a étudié la médecine. Après ses études, il a quitté son pays et parcouru l'Amérique latine. La confrontation avec la pauvreté et l'oppression des peuples lui a ouvert les yeux. En 1952 à Cuba, Batista a pris le pouvoir avec le soutien des Etats-Unis. La résistance contre le nouveau dictateur était dirigée par Fidel Castro (l'actuel président cubain). Fidel s'est réfugié au Mexique pour échapper aux escadrons de la mort de Batista. C'est au Mexique que le Che l'a rencontré. Avec quelque 80 compagnons révolutionnaires, ils ont embarqué dans le fameux bateau "Granma" en direction de Cuba. Grâce au soutien du peuple cubain, des révoltes ont éclaté dans toutes les villes et le 1er janvier 1959, l'armée des rebelles a finalement renversé le régime dictatorial. Le Che est resté à Cuba jusqu'en 1965. Comme ministre de l'industrie et président de la Banque nationale, il y a joué un rôle important dans le redressement économique. Comme révolutionnaire, il a suivi la voix de son coeur et s'est rendu en Bolivie pour y collaborer à la résistance. En octobre 1967, il a été assassiné par la CIA. Manifestement, il représentait un danger pour les intérêts américains...

Vous trouverez davantage d'informations dans l'excellent ouvrage "La CIA contre le Che" de Froilan Gonzales et Adys Cupull.



auras pour 30 ans de prison ! C'est pour ça qu'on se lève, contre l'injustice de la justice institutionnelle.

Vous dites dans une chanson : "Et pendant qu'Assassin est censuré.." Ca arrive souvent ?

Squat. La France se dit "le pays des droits de l'homme". On ne nous censure pas ouvertement, mais on ne va pas passer notre musique... c'est un boycott. Une chanson à nous, "L'Etat assassine" n'a pas été censurée ouvertement. Mais elle parle des jeunes tués à Paris comme Malek, Makomé, Christophe ou Mathieu et ce sont des choses dont le gouvernement n'a pas envie de reparler. Alors on étouffe la chanson. Pour nous, elle est plutôt là, la censure.

Vous donnez aussi des concerts de soutien, comme pour Mumia Abu Jamal.

Madj. On essaie de collaborer à des causes parce qu'on a pris parti pour un art social. En plus on veut lier nos idées à une pratique. On est concerné par ce qui se passe autour de nous.

Avez vous eu des problèmes avec les flics ?

Madj. Pas spécialement. J'ai quand même une anecdote, justement lors d'une manif à Paris : il y avait eu trois bavures policières en une semaine ! Cette manif a fini avec un peu de casse. Dans un article de l'Express, une journaliste disait que d'après la police, il y avait des casseurs et que l'on avait été cité parmi eux.

Vous défendez toujours les drogues douces ?

Squat. On n'a jamais défendu les drogues, dures ou douces. Mais on explique que tout ça est géré par le gouvernement. La drogue est là et représente un business en narco-dollars. Ce sont les Etats-Unis qui importent le plus de cocaïne pour faire du Coca-Cola, qu'ils disent, personne ne sait si c'est vrai. Mais ce qu'on voit, c'est qu'on diffuse la drogue dans les quartiers... C'est pour endormir les gens et pour l'utiliser comme moyen de répression contre les jeunes. Notre position n'est pas la légalisation de la drogue mais la dépénalisation. On ne veut pas que les gens soient poussés dans la petite délinquance à cause de la drogue. Ce sont ces idées-là que nous avons voulu mettre dans "Légal Illégal".

Sur les autoroutes du soleil, certains triment

Josiane, caissière dans une station d'essence : «Ne nous oubliez pas !»

Sur la route des vacances, si vous partez, vous côtoierez aussi des gens dont le boulot ne ressemble en rien à des vacances. Peut-être Josiane, enfermée huit heures durant dans un "aquarium", c'est-à-dire la caisse d'une station d'essence autoroutière...

Stef Vanthuyne

Lors de ma consultation à Médecine pour le peuple j'ai rencontré Josiane, une jeune femme, qui se plaignait de plusieurs problèmes de santé... J'ai vite compris que ses problèmes sont liés à ses conditions de travail scandaleuses. Elle est employée dans une grande station d'essence le long d'une autoroute. Je l'ai invitée à écrire un article pour Solidaire, que voici. Vous pourriez peut-être le donner aux employés des stations-service que vous rencontrerez durant vos vacances.

«Bonjour, Hello, Gutentag : ces trois mots, je les dis en moyenne 2.000 fois par jour... Je m'appelle Josiane, j'ai 30 ans et je vis seule avec ma petite fille, de 5 ans. Si je me permets de te raconter ceci, c'est parce que, durant la période des grandes vacances, on entend bien souvent "n'abandonnez pas vos animaux". Et moi, je vous demande de ne pas m'oublier, moi, l'employée qui ne voyagera qu'à travers vos courts passages.

Nous travaillons seules, en deux pauses (6-14 h et 14-22 h). Mais n'avons malheureusement pas les mêmes avantages que les ouvriers. Les stations sont ouvertes sept jours sur sept, y compris les jours fériés. Nous sommes enfermées huit heures durant dans des

cabines blindées, que nos chers routiers ont surnommé "notre aquarium".

Ma journée ? 6 h, je débarque sur mon lieu de travail, après avoir déposé ma petite fille encore endormie dans les bras de sa mamie. Devant cette forteresse bien surveillée de l'intérieur pour protéger les biens et l'argent, j'arrive seule sans sécurité, parmi tous ces voyageurs qui dorment à même le sol devant les portes d'accès.

6 h 15. Je recompte le fond de caisse de ma collègue de la veille, en souhaitant qu'il n'y ait pas d'erreur.

6 h 30. J'ouvre ces fameuses portes automatiques. Pour les clients, ce sont les portes du paradis, qui ne se fermeront qu'à la nuit. Pour moi, c'est le début d'une longue journée contraignante, où je ne quitte plus ma chaise.

8 h. Nos chers chefs viennent prendre place à leurs postes respectifs et c'est là que commence vraiment notre journée. C'est toujours ce téléphone qui sonne, parmi tous ces clients de toutes les nationalités à servir, les personnes à renseigner sur leur itinéraire, encaisser, surveiller le shop pour éviter le moindre délit. Tout ce petit monde ne sait plus être courtois et patient. Leur devise, c'est "plus vite et encore plus vite".

10 h. Je dois aller à la toilette. Tant



Derrière les photos de pub, des conditions de travail qui mériteraient davantage de... publicité !

pis, pas de pause-pipi ! En fait, on a le droit de demander à un chef de se poster devant l'aquarium, pendant que nous essayons de battre le record de celle qui fait le plus vite. Top, chrono ! Bonjour les cystites.

12 h. Midi, vous dites ? Cela veut dire quoi dîner, s'il-vous-plaît ? Ah ! le temps de midi des chefs, vous voulez dire ? Là, j'ai compris ! Comme la boutique reste

ouverte non-stop, nous les caissières, n'avons pas de temps pour dîner, ni pour souper et pas de petit quart d'heure. S'il y a des files de personnes qui attendent leur tour, on ne mange pas du tout !

Enfin, voilà 14 h. C'est le meilleur moment de la journée, la "relève". Mais les maux de tête surgissent après une journée dans la lumière néon et derrière les écrans des ordinateurs...

Oh ! pardon, nous devons encore faire la caisse (une bonne demi-heure, non payée). Et je retourne à mes tâches de jeune maman, après avoir récupéré une petite fille exténuée, de sa longue journée, elle aussi.

Alors, messieurs, dames, quand vous vous arrêterez pour vous détendre et vous ravitailler, pensez à répondre à notre "bonjour, hello, gutentag"...

«Avant, on était deux pour une station, aujourd'hui, on est seul pour deux stations»

Un militant du PTB devient "l'antenne" des nettoyeurs du métro de Bruxelles

Le lundi 20 mai, à 6 h du matin, les ouvriers des stations Mérode et Jacques Brel se sont mis en grève. Un ouvrier raconte : «Le premier mai, les 80 nettoyeurs du chantier des métros de la firme Innofloor reçoivent leurs préavis pour cause de renouvellement du contrat de sous-traitance avec la STIB, la société des transports bruxellois. L'inquiétude est grande. Le 10 mai, on annonce qu'Innofloor a réussi à renouveler son contrat. Donc qu'Innofloor a présenté le prix le plus bas. De là des économies dans les coûts.

Le 15 mai, le nouveau programme de travail est établi. 30 nettoyeurs sur 80 sont mis à la porte. Les premières victimes, c'est nous, les ouvriers. La soustraitance tue l'emploi. Aux débuts du métro, on

était deux ouvriers par station, maintenant, vingt ans plus tard, un pour deux stations». Le piquet de grève tient deux jours.

Le 22 mai à 14 h, les délégués syndicaux présentent le résultat des négociations avec le patron. L'enthousiasme des travailleurs est grand. «Des hourra étaient lancés, raconte un autre ouvrier. On nous a dit que tout le monde garderait son emploi. Mais à notre surprise, les horaires de travail avaient complètement changé». Chaque travailleur devra «donner deux heures par semaine pour garantir l'emploi de tout le monde». La solidarité... dans la misère ! Dix ouvriers sont mis en chômage technique à tour de rôle, deux en prépension et six au chômage.

Le travail de 80 ouvriers doit être désormais réalisé par 60 ouvriers. Les heures de travail deviennent fort flexibles, avec le maintien partiel du système continu. Avant, on travaillait de 6 h 15 à 14 h 10. Dorénavant, des horaires de travail flexibles sont imposées, par exemple de 6 h 15 à 9 h et de 14 h à 15 h 30, complétés par du travail de week-end pour arriver au 35 heures par semaine. Cela veut dire que le contrat qui prévoit une semaine de 5 jours ouvrables n'est pas respecté».

Solidarité dans la misère, non merci !

«Personne n'a osé rouspéter, par peur de représailles. Nous gardons

nos poings dans nos poches pour le moment. Mais cela va pas durer longtemps; on redemarrera après les congés.»

Comme ils ont raison ! Car ce gouvernement PS-PSC impose à tous les travailleurs de ce pays, belges ou d'origine maghrébine, comme ceux du nettoyage du métro, des horaires flexibles, prétendument pour redresser l'emploi. C'est un des points clé du fameux Plan pour l'emploi.

L'action courageuse a fait reculer momentanément le patron sur le maintien de l'emploi. Mais l'inquiétude demeure, comme me disent les travailleurs qui assurent la propreté du transport public, et avec qui je discute le matin en

prenant le métro. Militant du PTB, je veux être leur "antenne" et faire connaître leurs conditions de travail à travers Solidaire. De leur côté, maintenant, ils lisent Solidaire. Ils y ont appris comment les travailleurs de Cockerill Sambre ont rejeté avec beaucoup de courage le plan du patron qui imposait une perte de salaire à tous les travailleurs pour sauver l'emploi de jeunes stagiaires. Cette lecture les aide pour la réussite de leurs luttes à venir.

Ils y voient aussi l'engagement du PTB aux côtés des jeunes immigrés qui luttent contre le racisme et la répression de la part des forces de l'ordre dans leurs quartiers. Ils apprennent à connaître le seul parti de gauche qui prend la défense des travailleurs.

Bredene, en pratique



Quand ?

— du vendredi 9 août (16 heures) au lundi 12 août (19 heures) ou
— du mercredi 14 août (16 heures) au samedi 17 août (19 heures).

Le programme des deux camps est (presque) parallèle : conférences, ateliers, visites, animation du soir, films, sport, forums de luttes et autres. Pour plus d'information, consultez notre dépliant "Bredene 96".

Où ?

Domaine de Blutsyde, Koerslaan 61, 8401 Bredene.

Combien ?

Adultes : 800 F par jour, 2.600 F pour 4 jours. Jeunes (13 à 18 ans) : 640 F par jour, 2.080 F pour 4 jours. Enfants (3 à 12 ans) : 480 F par jour, 1.560 F pour 4 jours.
Enfants de moins de 3 ans : gratuit
Draps à louer pour 100 F par jour.

Offre spéciale : 9 jours en pension complète pour 5.600 F par personne.

Renvoyez ce bon à "Bredene 96", bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Pour toute information : 02/513.77.60

Nom et prénom :

Adresse :

Code postal et commune :

Tél. :

Je désire recevoir le dépliant d'information sur "Bredene 96"

Je m'inscris

pour les deux périodes

du à h. au à h.

Je viens avec personnes.

Je verse un acompte de F (1.000 F par personne) sur le compte 001-1071002-04 de l'ASBL Dienen avec la mention "Bredene 96"

Je prête 100 000 F pour la maison du PTB à Charleroi

Nous constituons une épargne pour nos deux petits enfants, depuis leur naissance, en mettant systématiquement nos pièces de 50 francs dans leurs cochons. C'est ainsi qu'une somme rondelette de 100 000 F a été rassemblée.

Plutôt que d'offrir l'argent de nos enfants en pâture à une banque quelconque pour quelques pour cent d'intérêt, nous avons décidé de placer cet argent dans les murs de la nouvelle maison du parti à Charleroi.

Au niveau purement financier, nous avons la possibilité d'obtenir les mêmes intérêts qu'à partir

d'un carnet d'épargne classique. Au niveau utilité, cet argent, dont nos enfants n'ont pas besoin aujourd'hui, dotera le parti de meilleurs moyens pour son renforcement et son élargissement; il sera à coup sûr bien mieux utilisé que par une banque ! Alors pourquoi ne pas investir dans l'avenir, dans un réel futur pour nos enfants ?

Le PTB veut récolter 6 millions de F pour sa maison carolorégienne à la rue Zénobe Gramme 21, 6000 Charleroi (tél. : 071/32.45.65). Les dons et les prêts peuvent être versés sur le compte n° 001-0004975-07.

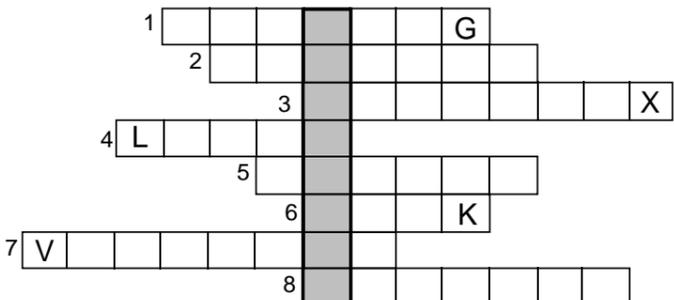


Les vrais mots croisés

Tu as peut-être essayé de compléter les mots croisés dans le supplément "P'tit Pionnier" de la semaine dernière. Impossible! La grille publiée était celle du "P'tit Pionnier" en néerlandais !

Voici la bonne grille. Bonne chance !

Si tu nous renvoies cette grille complétée, tu recevras un cadeau ! Ecris-nous à Pionniers, Pieter Tackstraat 28, 9160 Lokeren.



Femmes en lutte, femmes entre elles : toutes bienvenues à la "mini-Journée des Femmes" à Bredene !

Le jour où les mecs seront à la vaisselle

Marianne vous reçoit à Bredene (12 et 17 août)

Vous avez manqué la "Journée internationale des femmes" organisée par Marianne, mouvement des femmes du PTB ? Et le "Café des femmes" du 1er Mai PTB ? Rattrapez-vous à Bredene, à la semaine Portes Ouvertes du PTB : Marianne y sera...

Marianne

Marianne est un groupe de femmes qui prennent à coeur les revendications des femmes. Certaines sont membres du PTB, d'autres sympathisantes. Née en 1970, Marianne a connu des hauts et des bas. Nous souhaitons la revigorer... mais ce n'est pas chose facile.

Nous nous posons beaucoup de questions. Une organisation de femmes, d'accord, mais avec quel visage, depuis que le sourire obligatoire a disparu ? Comment combiner les problèmes généraux, d'une part, - enseignement gratuit et de qualité, médecine gratuite sans paternalisme, droit de vote pour les immigrés - et les revendications spécifiques, d'autre part, - salaire égal à travail égal, remboursement des contraceptifs et de l'avortement, refus du travail de nuit ou du relèvement de l'âge de la pension à 65 ans ?

Quelle attitude par rapport au féminisme ? Comment nous distinguons-nous des autres organisations de femmes ?

Assez de matière donc pour des soirées entières de réflexion. Par ailleurs, nous sommes confrontées à des problèmes pratiques : comment, par exemple, faire sortir les femmes de leur cuisine ?

Une des solutions nous est offerte par les journées de rencontre de Bredene. Joindre l'utile à l'agréable en participant à des journées de formation et d'action dans un climat de vacances et de détente. Ces "journées portes ouvertes" du PTB, qui connaissent un succès grandissant à voir le nombre croissant des participants, offrent en outre l'avantage de vacances bon marché.

Lundi 12 et samedi 17 août, conférence consacrée à la situation de la femme sous le socialisme. Elisabeth Martens, biologiste,

qui a séjourné trois ans en Chine, parlera de la femme chinoise sous le régime socialiste et An Lenaerts, membre de la commission des femmes du PTB, traitera de la situation des femmes dans l'ancienne RDA.

Ces deux jours seront des "mini-journées de femmes". D'abord le volet information. Puis, entre 14h et 16h, alors que les enfants seront à la plage et les hommes à la vaisselle, nous nous réunirons. Nous ne révélerons pas la surprise, mais nous assurons dès à présent que toutes les participantes auront leur mot à dire.

Evidemment, ce serait gai si tu pouvais participer à toute la durée du camp. Sinon, nous espérons te voir au(x) dernier(s) jour(s) du camp, le 12 et/ou le 17 août. Tu pourras y offrir ton apport en tant que femme dans la lutte contre l'exploitation, la répression et l'inégalité qui sont les fruits de notre système capitaliste.

Notre invitation s'adresse donc à toutes les femmes : mère d'une famille nombreuse ou jeune femme ayant terminé ses études, disposant d'un emploi ou au chômage et également celles qui ne comptent plus leurs cheveux gris.... Nous vous attendons !

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Point de vue sur la grève des profs

J'ai 24 ans, je suis ouvrier, fils d'ouvrier et petit-fils d'ouvrier. Je vous écris pour vous faire connaître ma position face aux grèves des professeurs. A la page 9 du Solidaire du 29 mai 1996, vous expliquez que 21 % des enfants d'ouvriers doivent doubler la première primaire, 50 % ont un retard à la fin des primaires, 36 % terminent le secondaire général, 33 % terminent le secondaire professionnel et 9 % entament des études supérieures.

Dans le supplément "Forts ensemble" du même numéro, vous écrivez : «Les enseignants défendent l'éducation de vos enfants». J'en doute. Depuis toujours, des enfants d'ouvriers quittent l'école à seize ans (plus tôt encore dans le passé) pour devenir apprentis pour un salaire de misère. D'autres, à dix-huit ans, s'en vont bosser à l'usine et parmi ceux qui entament des études supérieures, rares seront les diplômés. Sommes-nous porteurs d'un gène de la connerie ? Cela m'étonnerait. Pourtant les profs ne sont jamais descendus dans la rue pour demander plus d'argent à l'Etat pour permettre aux enfants d'ouvriers ou de chômeurs d'étudier. Au contraire, ce sont eux les juges impartiaux de l'Etat qui disent si les enfants sont capables ou non d'entrer en classe supérieure. J'en ai fait personnellement l'amère expérience quand j'ai dû redoubler. C'est à peine si je n'ai pas dû remercier mes profs qui «me donnaient une chance d'acquérir de meilleures bases pour entrer en classe supérieure». Une chance que seuls peuvent s'offrir les jeunes provenant des classes sociales défavorisées. Quand un enfant de bourgeois n'a pas de bons résultats scolaires, on le «laisse passer cette année mais il doit faire attention à

lui l'année suivante». Je comprends les profs qui font grève pour conserver leur emploi et sur ce point, je les soutiens. Dans ce même numéro 23 de Solidaire, toujours en page 9, vous avez cité une phrase de Karl Marx : «L'enseignement vise à retirer aux opprimés les moyens de se révolter», il est donc clair que les enseignants, sauf exceptions, sont les agents du système capitaliste en nous enseignant que le communisme est dangereux, que Staline était un fou furieux comparable à Hitler, que Mao a commis des millions de crimes lors de la Révolution culturelle. Le devoir des profs est de faire un tri entre la main d'oeuvre facile à exploiter (les ouvriers) et ceux qui les exploiteront (les bourgeois) et d'empêcher les futurs ouvriers de se révolter. On m'a même dit un jour à l'école de ne jamais voter PTB parce que l'économie planifiée est loin de valoir l'économie de marché. Si on avait donné une chance aux enfants d'ouvriers, la vie serait sans doute différente. C'est pourquoi je soutiens le communisme parce qu'il est le seul système politique à donner à chacun les mêmes chances de faire des études. Dans les écoles des pays communistes, je suis sûr que les enfants d'ouvriers ne sont pas, comme chez nous, considérés par l'Etat et les professeurs comme des élèves et des étudiants de seconde zone.

**D. B.
Le Bizet**

Certains enfants veulent simplement vivre

«La plupart des enfants rêvent de devenir pilotes, d'autres veulent simplement vivre.» Sous ce slogan, l'Association pour la lutte contre la mucoviscidose a mené une campagne du 1er au 14 juin contre cette maladie qui affecte les poumons. Un dossier sur cette maladie dans le Journal du généraliste du 4 juin a confirmé ma

propre expérience : c'est surtout la politique antisociale du gouvernement socialiste et social-chrétien qui menace la vie des enfants souffrant de mucoviscidose ainsi que d'autres enfants handicapés. Et ceci n'est pas un slogan.

Le docteur Marleen Finoult écrit dans son dossier : «L'Association pour la lutte contre la mucoviscidose constate que le pouvoir public refuse de plus en plus de demandes d'allocation familiale complémentaire depuis ces dernières années. Les adultes atteints de mucoviscidose peuvent introduire une demande d'allocation d'intégration auprès du ministère de la Prévoyance sociale. Mais dans la pratique, peu de demandes sont rencontrées.»

J'ai fait la même constatation dans ma propre pratique médicale et cela s'applique aussi à d'autres patients handicapés. Ainsi, une de mes petites patientes qui doit porter un corset en métal pour une scoliose (déviation de la colonne vertébrale) s'est vu refuser une allocation complémentaire. Un de mes patients adultes, qui suit régulièrement des séances de rééducation à la clinique pour sa sclérose en plaques, m'a signalé que de plus en plus de patients ne se présentent plus à la rééducation parce que leur dossier a été rejeté ou parce que leur indemnité de transport a été supprimée. Ainsi des installations coûteuses et un bassin de natation spécialement adapté restent sans usage.

Les patients handicapés ont souvent le sentiment d'être désavantagés. A juste titre, car le démantèlement des soins médicaux aux handicapés est une politique délibérée. Le parti social-chrétien qui se vante de protéger la famille et les handicapés ou le parti social-démocrate qui prétend défendre les plus faibles frappent en réalité les personnes handicapées en réduisant leurs revenus et donc leur possibilités de se faire soigner. Car les traitements médicaux coûtent de plus en plus cher. Les handicapés sont touchés deux fois : moins de revenus et plus de dépenses. Les maladies sont parfois dange-

reuses, mais la politique gouvernementale est encore plus dangereuse. Pour défendre leurs droits, les handicapés peuvent prendre contact avec les médecins et les avocats de Médecine pour le Peuple. Les associations de patients jouent également un rôle important. Ainsi, l'Association pour la lutte contre la mucoviscidose appelle à s'opposer à toutes les décisions négatives des pouvoirs publics. Son adresse de contact : avenue J. Borlé 12, 1160 Bruxelles, tél. : 02/675.57.69, fax : 02/675.58.99.

**Dr. Staf Henderickx
Médecine pour le Peuple
Lommel**

Au temps des colonies en 1996 ?

En parcourant "Le Spectacle", un toute-boîte, je tombe "nez-à-nez" avec une publicité qui me semble d'un autre âge (ci-dessous). Et pourtant la date est bien celle du 12 juin 96. "Maman Theunis" a sûrement une idéologie raciste. Mais par rapport à cette caricature infâme, que puis-je faire, que peut faire le lecteur de Solidaire ? Pouvons-nous attaquer le journal qui publie ce dessin, pouvons-nous poursuivre

le commerçant ? Objectif 479.917 ou la Ligne d'Alarme peuvent-ils prendre en considération des parutions de la sorte ? Personnellement je trouverais important que nous réagissions, car les représentations de ce type véhiculent le racisme et la haine vis-à-vis des étrangers. Je revois à travers ce dessin l'idée de la "supériorité" du blanc face au "noir cannibale". Je propose que nous boycottions les magasins, entreprises qui sont commercialisés par des racistes. Et n'oublions pas : le racisme est un délit, nous devons le combattre de toutes les manières possibles.

**Josiane Horrion
Liège**

Solidaire en vacances

N'en veuillez pas à votre facteur ou à notre services "abonnements" : pendant trois semaines vous ne recevrez pas Solidaire. Le temps nécessaire à la rédaction pour recharger ses batteries. Notre prochain rendez-vous : le 31 juillet. Bonnes vacances !

La rédaction

JUSQU'AU 30 JUIN
les carrelages de
MAMAN THEUNIS
VOUS OFFRENT
LE SOLEIL

- En exclusivité pour la Wallonie, à l'achat de 40 m² de dalles 1^{er} choix MARLUX
- Une table ou 4 chaises de jardin GRATUITS
- Devenez millionnaire grâce au KWINTO RTL que vous recevrez par 20 m² de carrelages 1^{er} choix

Prix imbattables sur + de 1.000 carrelages en exposition et 60 pierres naturelles différentes
Conseils de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 19 h
Le samedi de 8 h à 17 h NON STOP Ferme le dimanche.

019/65.51.38 - LINSMEAU (HELECINE)

Route Hannut-Tirlemont - Sortie 27 autoroute Liège-Bruxelles - à 20' Bruxelles et Liège



marlux
ME

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde.

Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste.

Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.

001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (041)28 09 49 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Les jeux coca-coliques

L'important n'est pas de participer, mais de gagner à tout prix

Coca-Cola n'est pas seulement un des sponsors officiels des prochains jeux olympiques. Elle est aussi la multinationale établie dans la ville des jeux du centenaire, Atlanta. Celle-ci pourrait s'appeler Coke City. Tout un symbole !

Thomas Gounet

Sur le grand stade de la planète, le monde se presse. Les cinq milliards de spectateurs viennent assister à la grande course du 100 mètres réservée aux boissons non alcoolisées. Les athlètes s'étirent. Une douzaine de concurrents dont Pepsi, Cadbury-Schweppes, Pernod-Ricard et, bien entendu, Coca-Cola.

Mais, soudain, ce dernier s'avance vers les arbitres pour leur faire part des nouvelles règles. D'abord, l'arrivée est supprimée : la course est au finish; celui qui reste a gagné. Ensuite, Coca-Cola jette des clous sur les couloirs réservés à ses adversaires. Et, quand le coup de feu du starter retentit, il a déjà presque accompli un tour. Voilà l'esprit de compétition promu par une multinationale.

Le mythe de la compétition sportive

Riccardo Petrella, dont les analyses sur la mondialisation (1) sont reprises par les sociaux-démocrates de gauche et les écologistes, adopte les illusions sur la concurrence capitaliste loyale. Il écrit dans "Limites à la compétitivité" : «La concurrence est un outil puissant de la vie économique. Nous le reconnaissons d'emblée (...). La concurrence utilisée pour exploiter efficacement les ressources naturelles et trouver de nouvelles façons de satisfaire, à des coûts moindres et avec une qualité accrue, les besoins personnels et collectifs a largement contribué à hausser le bien-être et la qualité de vie des gens» (2).

Cette idée positive de la concurrence capitaliste est renforcée par la comparaison avec le sport. La compétition sportive est un affrontement momentané entre adversaires. Après la course, on se serre la main. C'est un défi loyal, car tout le monde a initialement les mêmes chances. Le fair-play en est une des valeurs majeures. La victoire est remise en question à la prochaine joute.

La concurrence capitaliste ressemble à la course au finish

Mais ce sont des mythes. Premièrement, la concurrence capitaliste a pour but la destruc-



Ces paysannes bulgares découvrent le coca et, en même temps, l'agressivité commerciale de la firme d'Atlanta. En dix ans, la vente des produits Coca-Cola a augmenté de 30% aux Etats-Unis et de 120% ailleurs. Dans de nombreux pays du tiers-monde, le coca est plus facile à trouver que l'eau potable.

tion définitive des adversaires. L'histoire de Coca-Cola en est la plus parfaite des illustrations. Née en 1886, la firme d'Atlanta a rapidement envahi les États-Unis, en devenant le numéro un des boissons non alcoolisées. Jalouse de son monopole, elle a lancé des procès contre les sociétés qui osaient créer un breuvage concurrent (3).

Avec la seconde guerre mondiale, elle a offert pour trois fois rien (5 cents) une bouteille de coca à chaque soldat de l'armée américaine. Cela lui permettait d'internationaliser sa production aux frais du gouvernement américain, puisque les militaires étaient disséminés sur la planète. Cela lui évitait aussi les rationnements en sucre que les autres firmes de boissons devaient subir à cause du conflit.

Après la guerre, la multinationale a signé des contrats d'exclusivité avec des firmes locales qui s'occupaient de l'embouteillage et de la distribution. Elle ne devait investir que très peu partout où elle voulait s'implanter. Elle trouvait un réseau déjà installé pour écouler son coca et celui-ci ne pouvait vendre une boisson concurrente. Dans le même genre de procédé, elle a conclu des accords avec des sociétés de restauration pour obtenir l'exclusivité de la vente de boissons non alcoolisées. C'est ainsi qu'elle a obtenu cette clause pour approvisionner McDonald's.

Deuxièmement, les moyens utilisés dans la concurrence capitaliste sont étrangers au fair-play et à la loyauté. Parce que la compétition a pour but d'éliminer l'adversaire, chaque firme emploie tous les instruments à sa disposition, y compris les plus immoraux. Coca-Cola lance des procès contre ses rivales. Par sa force, elle impose des contrats d'exclusivité. C'est

comme si la course ne pouvait tolérer qu'un seul athlète : Coca-Cola.

Troisièmement, le but de la concurrence capitaliste est la monopolisation. La firme qui demeure peut ainsi fixer des prix élevés pour ses produits et obtenir des profits de monopole. Coca-Cola (avec les marques Sprite, Fanta, Tab, Minute Maid, etc.) dessert environ 41% du marché américain des boissons non alcoolisées contre 33% pour dorénavant son seul concurrent, Pepsi. Dans les autres pays, l'avantage de la firme d'Atlanta est encore plus important. Dans la Communauté européenne, par exemple, Coca-Cola dépasse les 40% des ventes totales alors que Pepsi n'en détient que 7%.

La concurrence capitaliste conduit à la crise économique

Quatrièmement, la compétition entre sociétés se déroule au détriment des travailleurs. Par les contrats d'embouteillage, Coca-Cola se débarrasse du problème de la gestion de la main-d'oeuvre. Avec seulement 33.000 travailleurs, elle peut gérer un empire qui implique un million de personnes. Quatre usines fabriquent le breuvage aux États-Unis. Ensuite, celui-ci est apporté à de petites usines locales qui le mettent en bouteille et fournissent le marché proche.

Mais, avec la concurrence, il faut concentrer. La stratégie de Coca-Cola est donc de racheter ces usines ou de se fonder sur quelques partenaires privilégiés. Le nombre des "embouteilleurs" est ainsi tombé de 3.000 à une trentaine aux États-Unis et de 130 à 13 en Allemagne (4). De ce fait, il y a de

moins en moins de travailleurs qui interviennent dans la production du coca. Et par sa politique de concentration, Coca-Cola peut choisir les usines qui resteront et celles qui disparaîtront.

Cinquièmement, la concurrence capitaliste mène à des inefficacités sur le plan économique, à des absurdités et à la crise de surproduction. Historiquement, le capitalisme a produit, grâce à la concurrence, plus de richesses qu'aucun autre système avant lui. Mais cette époque devient révolue. Ainsi, le pouvoir d'achat des salariés diminue, notamment par les pertes d'emploi. Coca-Cola, qui veut accroître la production pour augmenter ses bénéfices, doit convaincre les consommateurs de boire du coca plutôt que de l'eau. C'est l'objet des immenses campagnes publicitaires et du sponsoring des événements comme les jeux olympiques. La firme d'Atlanta est particulièrement agressive sur les marchés du tiers monde. Elle veut que les pauvres, qui ont de la peine

à acheter leur nourriture, consacrent une partie de leur budget à l'achat de coca. C'est de cette manière que la vente de ses produits a pu croître, en dix ans, de 30% aux États-Unis et de 120% ailleurs (5).

Mais cette progression montre à quelle absurdité le capitalisme est arrivé. Le coca est préféré à l'eau, dans des pays où les investissements manquent pour distribuer de l'eau potable. La concurrence est exacerbée, car les compagnies d'eau veulent regagner le terrain perdu. De nouveaux travailleurs risquent de faire les frais de cette bataille et ainsi la crise s'aggrave.

1. Pour une critique approfondie des thèses de Petrella, voir "Petrella engendrera-t-il un renouveau syndical ?", PTB éditions, 1994. 2. Riccardo Petrella, "Limites à la compétitivité", éditions Labor, 1995, p.15. 3. Pas toujours avec succès. Pepsi a gagné son procès contre Coca-Cola. 4. Le Monde, 21 novembre 1995. 5. Le Monde, 21 novembre 1995.

Puissante, mais fragile

Coca-Cola a, au Guatemala comme ailleurs, laissé la mise en bouteille à des investisseurs locaux. Mais, en Amérique centrale, les droits syndicaux ne sont pas garantis. Les travailleurs veulent faire reconnaître le syndicat par le capitaliste qui a en charge l'embouteillage. Celui-ci répond par un lock-out. Un boycott des produits de Coca-Cola est lancé. Inquiète pour son image de marque, la firme d'Atlanta se décide à choisir un autre concessionnaire en 1978, d'autant que des syndicalistes sont assassinés.

Mais le nouveau propriétaire commence à retirer ses capitaux de l'usine en 1983. Un an plus tard, sa société est en faillite. Les travailleurs organisent un nouveau boycott. Finalement, Coca-Cola prend un autre partenaire.

Aussi puissante qu'elle puisse être, la compagnie mondiale ne peut résister à la lutte des travailleurs organisés et décidés. Car la firme craint de perdre ses profits alors que les ouvriers n'ont à perdre que leurs chaînes.